

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

TRAITE DES BLANCHES

ET

LE CONGRÈS DE LONDRES DE 1899

ÉTUDE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNE FILLE
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 8 Novembre 1900, à 8 h. 3/4.

PAR

JULES LENOBLE

Président : MM. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { LEVEILLÉ, professeur.
GARÇON, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE** et **FORCEL**
22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

CLASSE
1880-1881
12111

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

TRAITE DES BLANCHES

ET

LE CONGRÈS DE LONDRES DE 1899

ÉTUDE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNE FILLE
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 8 Novembre 1900, à 8 h. 3/4.

PAR



JULES LENOBLE

Président : MM. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : } LEVEILLÉ, professeur.
GARÇON, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE** et **FORCEL**
22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA TRAITE DES BLANCHES

INTRODUCTION

Les révolutionnaires de 89, dans un bel élan de générosité ont supprimé le servage et proclamé bien haut les grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

Mais ce n'est pas tout que d'édicter de belles maximes, et de décréter que les hommes sont égaux et qu'ils doivent s'aimer ; il faut faire pénétrer ce principe dans leur cœur et c'est là l'écueil.

L'esclavage a disparu, la piraterie est morte, la guerre civile devient de plus en plus rare.

Mais un esclavage plus honteux que l'ancien, une piraterie plus odieuse, subsistent encore aujourd'hui. Et c'est précisément chez les peuples les plus civilisés que cet esclavage exerce ses ravages.

L'institution, si on peut employer ce mot, à laquelle

nous faisons allusion, c'est le trafic éhonté de femmes, et surtout de jeunes filles qui s'exerce dans nos capitales, à la porte de nos églises, à une portée de pierre de nos tribunaux.

Nos romanciers l'appellent « la traite des blanches ».

— Elle consiste dans l'achat et la vente de femmes.

On voit toute l'horreur de ce trafic.

Un crime aussi odieux aurait dû, semble-t-il, émouvoir depuis longtemps le législateur : Mais cependant il a peu fait, découragé peut-être par les difficultés qu'il rencontre pour apporter à ce mal le remède efficace.

Et pourtant, avec la protection de l'enfance, la protection de la jeune fille est un des problèmes sociaux les plus intéressants, les plus passionnants même.

Nous allons dans cette étude nous efforcer de chercher les remèdes possibles à ce mal, et d'étudier successivement ce qui a été fait et ce qui reste à faire.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

§ 1. — *Le délinquant.*

La « traite des blanches » a été définie : « le fait de favoriser d'une manière habituelle et dans un but lucratif la débauche d'autrui. » (1)

Ce délit suppose deux groupes de personnes : d'un côté la victime, de l'autre le délinquant.

La traite des blanches se pratique à tous les échelons de la société, mais presque toujours les acheteurs appartiennent aux classes riches, les victimes aux classes pauvres.

Portons tout d'abord notre attention sur le délinquant : à quel mobile obéit-il en se livrant à ce trafic ?

Pour les uns, et c'est le cas très général, c'est un métier, c'est un gagne-pain.

Souvent, et c'est ainsi que les choses se passent à Paris, un homme a une femme, qui sous sa surveillance se livre

1. Garraud : « Traité théorique et pratique du droit pénal français », T. 11, n° 442. p. 445.

à la prostitution. L'argent qu'elle gagne ainsi passe dans les mains de l'homme qui, en échange, lui donne sa protection.

Ce genre de proxénétisme se rencontre surtout dans la classe ouvrière.

D'autrefois, une matrone à qui son âge ne permet plus les conquêtes faciles, se résout à un rôle d'entremetteuse.

Elle procure à ses anciens amis des jeunes filles qu'elle attire chez elle par des promesses de cadeaux ou même de travail.

— C'est le proxénétisme intéressé.

A côté de ce dernier, on trouve des exemples, rares il est vrai, d'un proxénétisme dénué de toute préoccupation pécuniaire.

Ceux qui s'y livrent obéissent au plaisir satanique de lancer des jeunes filles dans l'abîme de la prostitution.

Le crime est ici aussi répugnant que dans le premier cas et il étonne davantage.

Ce genre de proxénétisme se rencontre surtout dans les classes sociales élevées, chez des hommes d'un âge déjà mûr dont le plaisir est, selon l'expression consacrée, de « lancer des femmes ».

Ce type d'homme est connu, on le voit partout où il y a des chances de rencontrer des jeunes filles capables d'être séduites. Il fréquente assidûment la sortie des ateliers ; c'est un débauché qui fait le mal pour le mal et sans intérêt pécuniaire.

§ 2. — *La victime.*

Telles sont les différentes sortes de délinquants. Tous sont peu dignes d'intérêt, tandis que la victime, elle, inspire un sentiment de pitié profonde.

C'est presque toujours une pauvre ouvrière dont les parents gagnent insuffisamment pour élever leurs enfants.

En choisissant ainsi la victime, on se ménage l'impunité, elle n'osera pas se plaindre, car ce serait rendre public son déshonneur.

Les moyens de séduction peuvent varier à l'infini.. Ce sont généralement les promesses mensongères d'un gain facile qui dissipera leur misère et allègera même les charges de leur famille.

Quelquefois même on n'a pas recours à ces précautions oratoires.

On attire la jeune fille dans une maison sous un prétexte quelconque, travail ou autre, et là, on lui fait subir les derniers outrages.

Le délit consommé, qu'arrive-t-il ? — Si la jeune fille a consenti : on est tranquille, elle ne se plaindra pas.

— Si elle a été violée, elle gardera encore le silence ; elle craindra la honte qui rejaillira sur elle et sur sa famille, et la crainte du scandale l'empêche de se plaindre.

D'autrefois, les conséquences du viol sont plus graves encore. La jeune fille accepte sa déchéance et ne

songe même plus à réagir. Elle s'abandonne sur la pente où on l'a entraînée.

§ 3. — *Comment se pratique la traite des blanches.*

Suivant la classification faite par M. Moncharville, dans son remarquable rapport sur la « traite des blanches et le congrès de Londres », on peut distinguer deux sortes de traites, dont la dernière seule mérite vraiment ce nom.

Il y a la grande et la petite traite.

Que faut-il entendre par là ?

A. — *La petite traite.*

Nous appelons petite traite, celle qui se restreint à une initiative privée et à un cercle relativement étroit.

L'entremetteur choisit lui-même ses sujets dans son entourage, et, ainsi pratiquée, la traite ne peut prendre une grande extension. — L'entremetteur peut encore user de racoleurs, rompus à ce métier, en connaissant toutes les exigences, et qui parcourent la province à la recherche de ce qu'en Angleterre on appelle la « fille verte ».

Nous citerons un exemple emprunté à la *Pall mall Gazette* et qui montre bien comment se pratique ce trafic.

C'est un ancien racoleur qui parle : « Je suis allé recher-
« cher des jeunes filles en province sous toutes sortes de
« prétextes, en endossant l'habit d'un pasteur, en leur
« faisant accroire que j'avais l'intention de les épouser.
« Je procédais ainsi : après avoir conversé avec la jeune
« fille pendant quelques instants, je lui proposais de la
« conduire à Londres pour voir les théâtres. Je l'emmenais
« et je la conduisais ça et là, en lui donnant fort à man-
« ger et à boire, à boire surtout. Je l'emmenais au théâ-
« tre et je m'arrangeais de façon à lui faire manquer son
« dernier train ; puis quand je la voyais, fatiguée, un
« peu étourdie de boisson et d'émotions, effrayée de
« se trouver seule dans une ville sans amis, je lui pro-
« posais un logis convenable pour la nuit. Elle acceptait,
« se mettait au lit dans ma maison et l'affaire était
« réglée ».

Quelquefois même le racoleur a la bonne fortune de trouver une jeune fille en chemin de fer ; il profite alors de l'embarras dans lequel se trouve souvent la voyageuse et de son ignorance des lieux qu'elle traverse, pour lui offrir ses services et pour l'attirer ainsi dans un piège.

Les promenades publiques sont également un terrain de chasse excellent pour les entremetteurs.

La *Pall mall Gazette* donne à ce sujet des détails assez curieux. Presque toutes les bonnes d'enfants sont vierges. De plus, arrivées récemment de leur village elles sont une proie facile et se laissent séduire, même par les promesses les plus grossières.

Voilà la petite traite. Malgré ce caractère restreint le délit est difficile à découvrir, car tout le monde, le délinquant comme la victime, ont intérêt à le dissimuler.

Comme nous l'avons déjà dit, la victime se tait presque toujours. Elle éprouve un sentiment de pudeur qui fait qu'il lui répugne d'avouer qu'elle est déflorée et qu'elle l'a été par force. Elle craint les quolibets auxquels elle serait en butte dans l'atelier ou dans sa famille. Elle aime mieux se taire et dévorer sa honte.

Quant au délinquant il se garderait bien de laisser soupçonner sa faute car elle aurait pour lui des conséquences trop graves.

Ainsi le secret est gardé fidèlement de part et d'autre, et la petite traite des blanches a lieu sous les yeux des autorités chargées de l'ordre, et avec une sécurité presque absolue.

B. — *Grande traite ou traite internationale.*

Acôté de la petite traite, nous trouvons la traite internationale. C'est la plus dangereuse et c'est contre elle surtout que l'on doit entrer en lutte.

C'est la plus dangereuse car on dépayse la victime. La jeune fille en effet ignore la langue du pays où on l'a entraînée et ne peut se rapatrier.

On a souvent recours à la presse pour offrir aux jeunes filles des places suffisamment avantageuses pour les déci-

der à s'expatrier. La jeune fille séduite par ces annonces, quitte son pays ; l'individu qui l'a fait venir l'attend à la gare et lui exprime ses regrets de ce que la place annoncée soit prise, mais ajoute-t-il, il ne saurait tarder à y avoir une place semblable de vaquante, et il lui offre en attendant le vivre et le couvert.

La jeune fille accepte cette proposition avec empressement. L'hôte se fait confier l'argent qu'elle possède et laisse agir le temps. Au bout de quelques jours il met la jeune fille au courant de ce qu'il attend d'elle. D'abord la victime se révolte et veut partir, mais on lui présente la note de ce qu'elle doit pour sa nourriture et pour son logement. On s'arrange d'ailleurs pour majorer cette note, de façon qu'elle dépasse le petit pécule que la jeune fille a apporté et on l'avertit que la porte lui sera fermée tant qu'elle n'aura pas soldé son compte. La jeune fille résiste quelque temps mais finit presque toujours par céder.

Je passe sous silence les cas où la contrainte physique pure et simple est employée.

La « traite internationale » est encore la plus dangereuse parce qu'elle se dissimule très facilement, et parce qu'elle est une véritable force disposant de gros capitaux.

On peut la comparer à ces sociétés financières qui vont au loin chercher un débouché au capital : l'argent venant des quatre coins du monde ne manque jamais.

De plus l'objet de ce commerce est toujours recherché : la traite en effet procure la brune aux pays du nord et la blonde aux pays des tropiques. Elle renouvelle sans cesse l'attrait du plaisir, c'est le grand élément de son succès.

Enfin, son caractère cosmopolite lui assure l'impunité. Elle peut agir sans danger, car il n'existe pas de code international. Elle glisse impunément entre les maillons de la loi, invoquant toujours une nationalité étrangère d'où résulte l'incompétence du tribunal devant lequel les coupables pourraient être poursuivis.

Et quand bien même la compétence serait établie on ne sait quelle loi appliquer.

Seule une entente entre les pays pourrait permettre de lutter contre cette institution indigne de notre époque.

C. IMPORTATION. — EXPORTATION

Dans la traite des blanches comme dans tout le commerce on remarque deux courants : l'importation et l'exportation.

Malgré l'intérêt qu'il y aurait à connaître l'importance de ce trafic, on doit y renoncer car il ne peut y avoir de statistique bien établie.

Londres est le grand marché de la chair humaine, marché parfaitement organisé d'ailleurs, la *Pall mall Gazette* signale entre autres cas, le suivant : « Un nommé « Georges N.... avait inséré dans la *Réforme* de Ham-
« bourg l'annonce suivante : Une bonne famille à Edim-
« bourg (Ecosse) désire adopter une petite fille âgée de
« 12 ans, on préférerait une petite fille de parents pau-

« vres ou une orpheline. Adresser les lettres : N. 424, « Stockbridge. Post office, Edimbourg ».

Neuf enfants furent envoyées qui heureusement purent être sauvées avant d'avoir été victimes des auteurs de l'insertion. Cela donna même lieu à un rapport du comte de Munster le 8 mars 1884, rapport dans lequel il exprimait toute son horreur pour cet odieux trafic.

Voilà l'importation.

Quant à l'exportation, rien n'est plus simple. Dès qu'on a dépaycé la jeune fille, on l'acclimate à sa nouvelle existence et on la met en réserve en attendant les demandes. Quand une demande concorde avec le signalement de la jeune fille, le marché est conclu et on l'expédie.

Comme nous venons de le voir, c'est à Londres que se tient le principal marché de la chair humaine, Vienne lui fait concurrence. Quels sont maintenant les autres pays qui alimentent ce marché ?

Nous puisons la réponse à cette question dans le remarquable rapport de M. Moncharville.

« L'Autriche-Hongrie tient la tête, dit-il, et de beaucoup, avec un nombre fabuleux d'exportations, grâce à Vienne et à Buda-Pesth qui sont des marchés inépuisables. En Russie des agents recruteurs viennent trois ou quatre fois par an de l'Amérique du Sud, pour expédier ensuite la plus grande partie de leurs marchandises par Odessa.

L'Angleterre, elle aussi se plaint d'être abondamment exploitée. Aucun pays d'ailleurs n'échappe au fléau.

L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les petits États eux-mêmes en souffrent à des degrés divers. La Suède seule déclare être complètement indemne et n'avoir que très peu à se plaindre. De l'avis d'un membre du parlement suédois, les causes en sont les suivantes. D'une part, l'importation est rendue fort difficile par ce fait que le gouvernement expulse les prostituées étrangères dès qu'il a connaissance de leur industrie; de l'autre, l'impossibilité légale pour les agences étrangères d'émigration de s'établir en Suède, la surveillance que les habitants exercent les uns sur les autres grâce à leur petit nombre et à l'homogénéité de leurs groupements, le grand respect dans lequel est tenu le mariage, enfin la répugnance des jeunes filles à quitter le lieu où elles sont nées, constituent autant d'obstacles à l'exportation.

Quant à la France, si elle est sérieusement atteinte par la traite, elle l'est un peu moins qu'elle ne le paraît au premier abord, car de nombreux sujets exportés de Marseille, de Bordeaux, du Havre, ne sont pas de nationalité française et n'ont été amenés dans ces ports par les agences qu'en transit, pour y être embarqués.

En dernière analyse, abstraction faite de son trafic interne de blanches, l'Europe dans son ensemble, exporte beaucoup plus qu'elle n'importe. Que devient toute cette marchandise humaine? L'Amérique du Sud, le Brésil et Buenos-Ayres, notamment, constituent de merveilleux débouchés. Puis l'Égypte, l'Afrique du sud, les colonies

européennes d'Extrême-Orient pourraient être mentionnées *ex æquo*.

Je ne cite que pour mémoire les Etats-Unis dont la consommation ne semble pas très considérable.

Enfin, une personne qui habite depuis longtemps la Chine et se consacre aux œuvres de protection de la femme, signalait ce pays comme singulièrement importateur.

La multiplication des colonies, le développement des rapports commerciaux, le rapprochement de plus en plus intime des peuples grâce aux moyens de communication, le progrès civilisateur en un mot, sont donc l'agent actif qui a créé et propagé la traite des blanches (1).

Nous venons de voir ce que c'est que la traite des blanches ; nous avons étudié les rouages de cette institution. Ce préambule était nécessaire à l'intelligence du sujet.

Nous allons maintenant étudier la traite des blanches au point de vue juridique.

Nous divisons l'étude en deux parties.

Dans la première nous examinons les moyens actuels employés pour remédier à la traite des blanches, et dans la seconde les moyens nouveaux proposés au Congrès de Londres.

1. Rapport de Moncharville au Congrès de Londres.

PREMIÈRE PARTIE

Moyens actuels de remédier à la traite des blanches

CHAPITRE PREMIER

ANCIEN DROIT

Les capitulaires de Charlemagne contenaient un article punissant la prostitution de la peine du fouet. Les rois de France rendirent ensuite toute une série d'ordonnances sur cette question.

En 1254, S. Louis rétablit les capitulaires de Charlemagne et ordonna la confiscation des biens des prostituées. Mais devant l'inutilité de cette mesure, le roi rendit un édit réglementant la prostitution. Cet édit est remarquable car c'est le premier que l'on fit en France dans la voie de la réglementation.

Le 6 novembre 1778 une ordonnance du lieutenant

général de police de Paris, ordonnance qu'on a quelquefois prétendu être encore en vigueur, édicte contre les filles publiques des peines très sévères : « Cette ordonnance défend aux filles publiques de « raccrocher » dans les rues, places, etc., même par les fenêtres, le tout sous peine d'être rasées et enfermées à l'hôpital. En cas de récidive elles encouraient des punitions corporelles conformément aux règlements et ordonnances.

Défense aux propriétaires et principaux locataires dans la ville et dans les faux-bourgs, de leur louer des appartements à peine de cinq cents francs d'amende. Pareille défense aux teneurs de maisons et hôtels garnis de leur louer en aucune façon, au jour, à la huitaine, ou au mois, etc. »

Cette ordonnance contenait, comme on le voit, un arrêt de mort contre la prostitution mais son excès de rigueur la rendit inexécutable.

D'après cette législation le lieutenant général de police avait des pouvoirs de juridiction très grands. Il pouvait condamner les filles de débauche à une détention, plus ou moins longue, comme mesure de protection pour la liberté individuelle ; la condamnation ne pouvait être prononcée que par jugement rendu dans la chambre de police du Châtelet.

« Dans beaucoup de villes, dit Malesherbes, les magistrats chargés de la police, punissent par la prison, sans procédure et sans appel, ceux qui troublent la société.

A Paris le ministère public et le magistrat de police

(c'est-à-dire le lieutenant général) au lieu de donner des ordres en leur nom, obtiennent des ordres du roi (lettres de cachet).

Mais il résulte des anciens rapports de police et des archives de la Bastille, que les lettres de cachet, sauf quand elles étaient sollicitées par les parents, n'étaient guère employées pour faits de prostitution » (1).

Néanmoins, le préfet de police avait en matière de prostitution des pouvoirs immenses, excessifs même.

Un autre historien de l'époque raconte que le lieutenant de police d'Argenson, créa un corps spécial pour la recherche des prostituées.

Celles qui étaient prises, étaient mariées, même contre leur gré, à des gens sans aveu, victimes eux aussi des rafles policières ; et ces couples étaient envoyés pour coloniser les rives du Mississipi.

Avec de tels colons, il ne faut pas s'étonner de l'insuccès de la banque royale.

I. V. Priestos : « Mémoires tirés des archives de la police de Paris pour servir à l'histoire de la morale et de la police depuis Louis XIV jusqu'à nos jours ». — « Rapports inédits du lieutenant de police d'Argenson », — « Inventaire des archives de la Bastille ».

CHAPITRE II

DROIT INTERMÉDIAIRE

Telle est en résumé, la législation de la prostitution sous l'ancien régime. Vient la Révolution. La loi du 24 août 1790, en confiant aux maires la police des cafés, théâtres et autres lieux publics, et la loi du 19 juillet 1791, titre I, article 10, en autorisant les commissaires de police et officiers municipaux à pénétrer en tout temps et à toute heure dans des lieux notoirement destinés à la débauche, ont toléré implicitement l'existence de maisons de prostitution, et ont armé en même temps l'autorité municipale du pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires à l'ordre et à la sécurité publique, relativement aux maisons de prostitution et aux prostituées.

Toutefois à cette époque, par respect pour la liberté individuelle, l'autorité ferme souvent les yeux alors qu'elle aurait dû sévir.

Le 17 nivôse an IV, un message adressé par le directoire au conseil des Cinq cents, signale l'urgence d'une

réglementation nouvelle des ordonnances sur la prostitution ; mais ce message resta lettre morte.

En résumé l'ancien droit et le droit intermédiaire ne présente rien qui puisse particulièrement nous intéresser. Les quelques ordonnances signalées visent plutôt la prostitution que le proxénétisme.

Il est vrai que la véritable traite des blanches n'avait pas encore fait son apparition.

Il est donc naturel alors que nous ne trouvions pas de texte pour la punir.

CHAPITRE III

CODE PÉNAL

Le Code pénal ne contient qu'une disposition visant le proxénétisme; c'est l'art. 334 dont voici la teneur : « Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs. Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leur père, mère, tuteur ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de deux ans à cinq ans d'emprisonnement et de trois cents francs à mille francs d'amende ».

Quelle est la portée de cet article ?

SECTION I. — Jurisprudence.

§ 1. — *Exposé.*

La jurisprudence sur ce point comme sur tant d'autres a souvent varié.

Tout d'abord dans un très noble désir de refréner la débauche et la corruption, la Cour de cassation a, à plusieurs reprises, cherché à étendre le champ d'application de cet article.

Jusqu'en 1840, elle appliquait l'article 334 à quiconque excitait à la débauche des personnes mineures de l'un ou de l'autre sexe, quand même le coupable aurait agi sans aucune idée de lucre et dans le seul but de se procurer des satisfactions personnelles (1).

Un arrêt de 1828 est ainsi motivé :

« Attendu que l'article 334 punit indistinctement et sans exception quiconque a attenté aux mœurs en excitant, favorisant, facilitant habituellement la débauche, etc...

Attendu que le législateur n'a pas distingué entre le corrupteur qui agit pour son propre compte, et celui qui fait métier d'exciter à la débauche dans l'intérêt d'autrui.

Attendu que la loi n'a ni défini, ni restreint à certaines personnes déterminées le délit de celles qui favorisent ou facilitent ladite débauche ou corruption, et que dès lors il appartient aux tribunaux d'apprécier les faits qui constituent le délit... approuve l'arrêt condamnant M. X..., etc... » Et tous les arrêts de cette époque renferment des motifs analogues.

Nous devons donc en conclure que la Cour de cassa-

1. Cass. 20 août 1815, 18 août 1828.

tion, à ce moment, étendait l'article 334 à tous les débauchés, quel que fût le motif qui les fit agir.

Qu'il nous suffise maintenant de rapporter cette jurisprudence sans l'apprécier.

Elle dura jusqu'en 1840, époque où un arrêt du 18 juin marqua un revirement complet dans les opinions de la cour suprême.

Cette juridiction exigeait désormais pour l'application de l'article 334, trois conditions distinctes et simultanées :

L'habitude ;

La qualité d'intermédiaire ;

L'idée de lucre.

C'était restreindre considérablement le champ de cet article. Désormais il devenait inapplicable à tous ceux qui excitent au vice, uniquement pour satisfaire leurs instincts dépravés.

Notamment, il était inapplicable, comme le fait remarquer la Cour de cassation dans un arrêt du 26 mars 1853, et dans plusieurs autres de la même époque, « à celui qui, en excitant des mineurs à la débauche n'a d'autre but que de satisfaire ses propres passions sans se rendre agent intermédiaire de corruption », à celui qui « dans le but de se procurer une satisfaction coupable initie aux dangers et aux images du vice, soit par des discours obscènes ou lascifs, soit par des gestes, des certitudes ou des démonstrations matérielles, des jeunes filles confiées à sa surveillance, en ayant soin de les isoler les unes des autres ».

Les conséquences de cette jurisprudence furent désastreuses, aussi dans une troisième phase la jurisprudence se modifia-t-elle encore.

Pour encourir les peines de l'art. 334 il n'est pas nécessaire d'être proxénète, c'est-à-dire de faire le trafic au sens strict du mot, il suffit d'être intermédiaire.

L'idée de lucre n'est plus exigée, les cas de séduction personnelle échappent seuls à la répression.

L'art. 334 reste toujours inapplicable à celui qui, en excitant les mineurs à la débauche n'a d'autre but que de satisfaire ses propres passions, sans se rendre intermédiaire de corruption, mais, désormais, le délit existe quel que soit le mobile qui ait fait agir l'intermédiaire, quand même l'idée de lucre serait étrangère à ses actes.

L'art. 334 s'applique ainsi au propriétaire d'une maison qui loue une chambre à une mineure, alors même qu'il sait qu'elle est fille publique (Cass., 8 mars 1853).

Bien que l'art. 334 doive être entendu dans ce sens, qu'il n'atteint que celui qui s'est employé comme agent intermédiaire de corruption dans l'intérêt des passions d'autrui, il n'y en a pas moins complicité de ce délit de la part de celui qui, pour satisfaire son propre libidinage a, par l'un des moyens énoncés dans l'art. 60 du C. pén. provoqué l'intervention du proxénétisme (Cass., 10 nov. 1860).

Il n'est pas nécessaire pour que la complicité existe en pareil cas que la provocation dont il s'agit ait été habituelle.

L'habitude qui forme l'un des éléments de délit d'excitation à la débauche n'étant pas exigée pour constituer la complicité dans les termes de l'article 60 (même arrêt).

Mais il faut que l'habitude de l'excitation des mineurs à la débauche existe, de la part du proxénète par rapport au complice, et dans les relations qui se sont établies entre eux.

Il ne suffirait pas que cette habitude fut prouvée contre le proxénète par rapport à d'autres individus (même arrêt).

Telles sont les trois interprétations que la Cour de cassation a successivement données à l'art. 334.

Il nous reste maintenant à apprécier cette jurisprudence.

CHAPITRE IV

APPRÉCIATION DE LA JURISPRUDENCE

Seule, à notre avis, la jurisprudence de la deuxième phase était conforme au texte. Le législateur de l'article 334 n'a certainement entendu réprimer que des faits de proxénétisme proprement dit.

La preuve en découle de la seule lecture du texte.

Remarquons tout d'abord que le mot habituellement a été inséré dans le texte non pas à la légère, mais certainement d'une façon préméditée.

Ce mot évoque l'idée d'un métier, d'un fait journalier, presque continu ; or, le débauché n'exerce pas un métier ; il ne viendra jamais à la bouche d'une personne ayant connaissance des finesses de notre langue de dire qu'une personne fit le métier de débauché.

Que les actes de débauche soient fréquents, celui qui les commet ne change pas pourtant de caractère ; ce n'est toujours qu'un débauché.

La réitération de l'acte n'en augmente pas la criminalité, ne crée pas un délit nouveau.

Tandis qu'à l'égard du proxénète c'est l'habitude qui fait tout, c'est elle qui crée le délit, car le proxénétisme est un métier.

Si donc l'habitude est exigée dans l'art. 334, c'est que cet article vise le proxénétisme. Si le législateur avait

entendu atteindre le simple débauché, pourquoi aurait-il exigé l'habitude qui n'augmente pas le délit.

« Si on pouvait admettre, dit la Cour de Poitiers, que le proxénète fut placé par l'art. 334 sur la même ligne que l'individu qui excite, corrompt ou débauche la jeunesse pour ses plaisirs personnels, on arriverait à des possibilités monstrueuses. Ainsi, aux termes de l'article 331, le simple attentat à la pudeur, consommé ou tenté sans violence, une seule fois, sur la personne d'un enfant de moins de treize ans, serait un crime puni de la réclusion, tandis que, selon l'article 334, corrompre ce même enfant, le souiller, se livrer sur sa personne aux derniers excès de la débauche préparés par la corruption, ne serait pas même un délit, parce qu'un seul acte ne constituerait pas l'habitude exigée par l'article 334 » (1).

Aussi bien les mots « excite, favorise, ou facilite », qui se trouvent dans le texte ne sont-ils pas aussi probants ? Sans aucun doute ; car le débauché, celui qui séduit pour sa satisfaction personnelle, n'excite pas à la débauche ou à la corruption. Il est partie à l'acte et commet, soit un outrage aux mœurs, soit un attentat à la pudeur.

Tandis que les mots « excite, favorise, facilite » évoquent à l'esprit l'idée de faire commettre un acte par un tiers, tout en restant, soi-même, étranger à l'exécution de cet acte.

1. 25 janvier 1840, S. 1840. 1, 656.

C'est bien là le caractère du proxénétisme.

Quelles seraient, d'ailleurs, les conséquences de l'extension de l'art. 334 en dehors du proxénétisme ?

Les articles du Code seraient en contradiction avec eux-mêmes. « Un individu aura un commerce charnel avec une jeune fille honnête de treize ans, sans un jour de plus, la loi ne l'atteindra pas ; elle frappera, au contraire, celui qui se livrera à la débauche avec des prostituées de vingt ans et onze mois » (1).

« Le deuxième paragraphe de l'art. 334, punit les père et mère qui excitent à la débauche leurs enfants mineurs. Il n'y a pas de difficulté aujourd'hui sur l'assimilation complète au point de vue de ses éléments constitutifs du délit, des deux paragraphes de notre article.

« Donc, si certains des actes énumérés plus haut, sans être des faits de séduction personnelle, sont néanmoins des actes d'immoralité directement commis sur l'enfant, compris dans le texte dudit article, c'est en vertu de notre article que les parents seront punis.

Alors à quoi sert l'art. 331, § 2, réprimant l'attentat à la pudeur commis sur les enfants de treize à vingt et un ans par leurs ascendants ?

On dira que l'art. 334 exige l'habitude, élément constitutif de l'infraction, étrangère à l'art. 331. Soit ; mais alors l'acte isolé serait puni de la réclusion et l'acte habituel de l'emprisonnement ! » (2).

1. Goguillot : « Lois protectrices de l'enfance », p. 71.

2. *Id.*, p. 72.

La jurisprudence arriverait à des solutions vraiment fantastiques.

La Cour d'Angers pourra décider que : « lorsqu'il s'agit d'actes contraires à la nature, la circonstance que les actes immoraux ont eu pour but la satisfaction de celui qui s'en rend coupable ne suffirait pas à écarter l'application de l'art. 334 » (1).

Et celle de Limoges appliquera ce même article à la fille publique, qui moyennant salaire se sera livrée à plusieurs reprises à un mineur de vingt et un ans dont elle connaissait la minorité.

La doctrine elle-même se laissera entraîner en dehors des principes et en arrivera à écrire : « alors qu'il serait démontré que la pensée du législateur ne s'est pas arrêtée à cette classe d'individus qui excitent à la corruption, sans autre motif que celui du vice, il suffit qu'il ne les ait pas exclus de ses prévisions pour les comprendre dans un système de répression qui a pour but de défendre la jeunesse contre la corruption qui la déprave et qui l'épuise » (2).

Et depuis quand un fait peut-il être puni sans avoir été expressément visé par une disposition pénale ?

Ainsi l'art. 334 ne vise que le proxénétisme mais il l'atteint, c'est l'essentiel et c'est le point qui nous inté-

1. Angers, 1^{er} septembre 1851.

2. Garraud : T. IV, n. 487, b. 596, « Traité théorique et pratique du droit pénal français ».

resse le plus. Mais, même dans cette voie, remplit-il toutes les conditions désirées ?

Non. On peut, en effet, lui adresser plusieurs critiques.

1^{re} critique. — L'art. 334 exige l'habitude d'une façon absolue. C'est à tort, selon nous, car le fait isolé lui-même est un délit et devrait être puni. Avec une telle législation, quand on constate un fait de proxénétisme isolé, il reste impuni.

L'habitude, à notre avis, ne devrait être qu'une circonstance aggravante et non un élément constitutif de l'infraction.

L'erreur vient de ce que l'habitude se rencontre presque toujours, et il s'ensuit que le fait isolé est devenu impunissable parce qu'il est très rare. Or, nombre de délits sont peu fréquents et tombent néanmoins sous le coup de la loi qui les prévoit et les punit lorsqu'ils se commettent.

2^e critique. — La deuxième critique qu'il est permis d'adresser à l'art. 334, vient de la limite d'âge qui s'y trouve contenue.

Sans doute, le délit est plus grand si la victime est mineure, mais cesse-t-il quand elle est majeure. Assurément non.

On peut très bien violer une jeune fille de vingt-deux ans. La jurisprudence a même admis que celui qui s'introduit dans la couche d'une femme mariée et qui abuse d'elle, commet un viol.

De plus, on peut trafiquer de la chair d'une jeune fille aussi bien, si ce n'est mieux, que de celle d'un enfant, et tromper celles-ci comme celles-là par de fallacieuses promesses.

Nous dirons même, que la jeune fille a plus besoin de protection que l'enfant.

En effet, l'enfant est sous la tutelle de ses parents qui veillent sur lui, tandis que la jeune fille qui est en âge de gagner sa vie, est plus isolée, et plus facile aussi à séduire par l'appât du gain.

C'est ce qui fait que l'art. 334 a eu tort, selon nous, d'imposer ainsi une limite d'âge à la protection, et de laisser les jeunes filles de vingt et un ans exposées aux pièges et aux duperies des marchands de chair humaine.

3^e critique. — Nous venons de critiquer le législateur, nous devons maintenant approuver l'augmentation de pénalité qu'il édicte dans le § 2 de l'art. 334.

La qualité de père et de mère impose, à ceux qui en sont investis, le devoir de donner le bon exemple à leurs enfants.

Si, loin de leur enseigner la vertu, ils les entraînent dans le chemin du vice, ils méritent d'être punis plus sévèrement que les autres.

En résumé, le Code pénal ne contient qu'un seul article visant expressément le proxénétisme, et il ne le punit même pas dans tous les cas puisqu'il exige l'habitude.

Sans avoir la prétention de faire œuvre de législation, qu'il nous soit permis d'approuver les propositions de

modifications de l'art. 334, faites par M. Goguillot dans les « lois protectrices de l'enfance ». Elles sont ainsi conçues : « Celui qui excite habituellement à la débauche en vue d'un lucre et pour le compte d'autrui, des personnes de l'un ou de l'autre sexe, est puni de quinze jours à six mois d'emprisonnement, s'il y a pluralité de victimes sans qu'il y ait pluralité de personnes pour le compte desquelles l'excitation a lieu, ou s'il y a pluralité de personnes pour le compte desquelles l'excitation a lieu, sans qu'il y ait pluralité de victimes ; et de un mois à un an, s'il y a pluralité de victimes et pluralité de personnes pour le compte desquelles l'excitation a lieu.

« Si l'excitation a lieu sans but de lucre, elle est punie dans le second cas du présent article seulement ».

Il serait à souhaiter que l'on procédât à une refonte du Code pénal, et que la modification à l'art. 334, proposée par M. Goguillot, remplaçât le texte actuel.

Le proxénétisme ne passerait plus aussi facilement à travers les mailles de la loi.

LÉGISLATION POSTÉRIEURE AU CODE PÉNAL

SECTION I

Loi du 27 Mai 1885.

On ne pouvait, d'après l'art. 270 du Code pénal, considérer comme vagabonds les individus qui ne tirent leurs moyens de subsistance que du fait de favoriser sur la voie publique la prostitution d'autrui.

La cour de cassation avait, il est vrai, dans un arrêt remarqué, rejeté le pourvoi formé contre un arrêt de la cour de Paris, et décidé, le 23 août 1883 (1) : « 1° que le souteneur qui ne possède d'autres ressources que celles provenant du partage des produits de la prostitution d'une fille publique, ne peut être réputé avoir des moyens d'existence dans le sens de l'art. 270 du Code pénal ; 2° qu'il ne peut être considéré comme ayant un domicile certain quand il reçoit seulement asile dans une chambre louée par une fille publique, ou qu'il n'a qu'une résidence de hasard, que les exigences du honteux métier de cette fille l'obligent à quitter souvent ».

La cour de cassation en rendant cet arrêt avait suppléé à la loi, ou plutôt en avait forcé le sens, ce qui sort de ses attributions.

Enfin, une disposition finale de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 est venue appliquer les peines du vagabondage à ceux qui ne vivent ordinairement que de l'exercice de jeux illicites, ou de la prostitution d'autrui sur la voie publique ; en un mot, à ceux que dans le langage courant on nomme souteneurs.

Voici les termes de cette disposition : « Seront considérés comme gens sans avœu, et seront punis des peines édictées contre le vagabondage, tous individus qui, soit qu'ils aient ou non domicile certain, ne tirent leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie

1. S. 85. 1-513.

publique l'exercice de jeux illicites, ou la prostitution d'autrui ».

On voit que, d'après cette disposition de la loi du 27 mai 1885, trois conditions sont requises pour qu'on puisse assimiler les souteneurs et bonneteurs aux vagabonds.

Il faut, au moins : 1° qu'ils exercent ou facilitent des jeux illicites, qu'ils facilitent la prostitution ; 2° que ce fait ait lieu sur la voie publique ; 3° que le prévenu en tire habituellement ses moyens d'existence.

Tels sont les trois éléments nécessaires qui entrent dans cette prévention spéciale de vagabondage. Si l'un d'eux fait défaut, le délit n'existe plus.

Nous voyons que l'art. 4 *in fine* de la loi du 27 mai 1885 vise deux catégories de personnes : les bonneteurs et les souteneurs.

Les seconds seuls nous intéressent, et l'article cité permet d'atteindre les meilleurs pourvoyeurs des maisons de tolérance, car, comme on l'a fait remarquer au Congrès de Londres, le souteneur ne se contente pas pour vivre de l'argent que lui rapporte la fille qui travaille sur la voie publique, mais le plus souvent, pour augmenter ses ressources, il fait le racolage, qui lui est payé généreusement.

Avant la loi du 26 mai 1885, on ne pouvait punir le souteneur quand il n'était pas pris en flagrant délit de violation de l'art. 334, ce qui était très difficile à prouver ; maintenant, le souteneur peut être atteint plus facilement.

Néanmoins, pour être punissables, ces métiers déshonorants que la loi assimile au vagabondage doivent être exercés sur la voie publique.

Il semblerait même que l'intention du législateur ait été de ne punir que celui qui est « surpris » sur la voie publique dans les conditions prévues par le texte. « Il ne faut pas seulement, disait le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des députés, qu'on vive de la prostitution sur la voie publique, il faut qu'on la pratique sur cette voie et qu'on la facilite, qu'on l'exerce ; il faut qu'on surprenne le coupable exerçant ou facilitant, soit les jeux illicites, ce qui est pour la journée, soit la prostitution, ce qui est pour le soir et pour la nuit ».

Enfin, la situation délictueuse n'est constituée que par l'*habitude*, mais la loi a laissé à l'application souveraine des tribunaux, la question de savoir quand il y a habitude.

L'art. 4 *in fine*, de la loi du 27 mai 1885, a réalisé un grand progrès dans le Code pénal, en ce sens qu'il permet d'atteindre des individus qui échappaient à toute répression.

Néanmoins, nous formulons un regret : c'est que le législateur ait exigé pour qu'il y ait délit, la coexistence des trois conditions mentionnées plus haut, c'est-à-dire :

- 1° Le fait de vivre de prostitution ;
- 2° Le fait d'être surpris sur la voie publique ;
- 3° La nécessité de l'*habitude*.

Nous adressons à cette loi les mêmes reproches qu'à

l'art. 334 du Code pénal. Pourquoi considérer l'habitude comme un élément constitutif du délit? On devrait en faire une circonstance aggravante seulement.

L'individu assez vil pour vivre, fut-ce même un seul jour, de la prostitution d'une femme, devrait être puni.

§ 1. — *Projet de loi Fallières.*

Le 31 octobre 1891, à la session extraordinaire de la Chambre des députés, M. le garde des sceaux Fallières déposa un projet de loi concernant les logeurs, débitants de boissons et autres individus qui facilitent la prostitution des femmes et des filles de débauche (1).

Les premières lignes de l'exposé des motifs décrivent de la manière suivante la situation à laquelle le projet de loi a pour but de remédier: « Depuis quelques années, la prostitution sur la voie publique a pris, dans le département de la Seine et dans les grandes agglomérations des autres départements, un développement inquiétant.

Il n'est pas douteux que l'augmentation du nombre des individus qui vivent ou tirent profit de la prostitution d'autrui ne soit une des causes de cette aggravation. Ce sont, d'une part, les logeurs tenant maison meublée ou chambres garnies, qui donnent asile aux femmes qui

1. Chambre des députés (sess. extr. 1891) annexe n° 1691 (*Journal officiel* 1891, « Chambre des députés », documents parlementaires, p. 2584).

raccolent sur la voie publique ; ce sont aussi les cabaretiers ou débitants qui reçoivent dans leurs établissements des filles de débauche auxquelles ils procurent le moyen de s'y prostituer ; ce sont enfin les individus qui tirent leur subsistance de l'inconduite des filles qu'ils poussent, et contraignent au besoin à se livrer à la prostitution sur la voie publique ». L'exposé des motifs indique ensuite qu'en ce qui concerne les logeurs, la législation existante ne permet qu'une répression insuffisante, soit que les poursuites aient lieu pour infraction aux arrêtés pris par l'autorité municipale, soit qu'elles aient lieu pour l'ordonnance de police du 6 novembre 1778 puisque, d'après la jurisprudence de la cour de cassation, les infractions à ces ordonnances ne peuvent être punies que de peine de simple police ; qu'en ce qui concerne les cabaretiers ou débitants qui abusent de la liberté, à eux concédée par la loi du 17 juillet 1880 portant abrogation du décret du 29 décembre 1851, et qui exploitent de véritables maisons de tolérance sous le couvert de débits de boissons, la police administrative et la police judiciaire se trouvent l'une et l'autre désarmées ; enfin, en ce qui concerne les individus qui tirent leur subsistance de l'inconduite des filles, qu'ils contraignent à se prostituer, la répression est entravée par les conditions restrictives, à la réunion desquelles la loi du 27 mai 1885 subordonne l'existence du délit qu'elle entend punir.

Nous nous rappelons qu'il faut en effet pour qu'un individu puisse être atteint par cette loi :

1^o Qu'il accomplisse sur la voie publique les faits par lesquels il facilite la prostitution d'autrui ;

2^o Qu'il *ne* tire habituellement sa subsistance *que* de la prostitution d'autrui.

Nous ne reviendrons pas sur ces points sur lesquels nous nous sommes déjà expliqués.

Pour que le souteneur soit punissable, fait encore remarquer l'exposé des motifs, il faut qu'il n'ait pas d'autre métier ; s'il a quelque occupation, il n'est plus punissable.

Cette disposition est des plus fâcheuses, car elle permet aux souteneurs d'échapper à la loi. Tous, ou à peu près, ont une occupation : pendant le jour, ils sont saltimbanques, camelots ou invoquent un métier quelconque ; quand vient le soir, ils suivent leurs femmes sur l'asphalte. Si on les prend, ils ne sont pas punissables puisqu'ils ont un métier. La loi de 1885 dit donc implicitement que pour être punissable il faut manger exclusivement le pain de la prostitution, celui qui en goûte seulement de temps en temps n'est pas répréhensible.

Le projet de loi Fallières avait pour but de remédier à cette grave situation.

Il était ainsi conçu :

Art. 1. — « Tout logeur, tenant maison meublée ou chambres garnies, qui aura sciemment favorisé ou facilité la débauche, en recevant chez lui des femmes ou des filles

qui s'y livrent à la prostitution, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent à mille francs,

Art. 2. — Seront punis des mêmes peines, tous cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons à consommer sur place, qui fourniront à des femmes ou filles de débauche, employées ou non dans leur établissement, les moyens de s'y livrer à la prostitution.

Art. 3. — Le débitant condamné à un emprisonnement d'un mois, au moins, pour le délit ci-dessus prévu, ne pourra pendant cinq ans après l'expiration de sa peine, exploiter, soit par lui-même, soit par un gérant, un débit de boissons. L'incapacité sera perpétuelle si, pendant ces cinq années, le condamné a encouru une condamnation correctionnelle à l'emprisonnement. Le débitant interdit ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, ni dans l'établissement exploité par son conjoint, même séparé.

Toute infraction aux interdictions qui précèdent sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 50 fr. à 500 fr.

Art. 4. — Sont considérés comme gens sans aveu, et seront punis des peines portées en l'article 277 du Code pénal, tous les individus ayant ou non un domicile certain, qui tirent habituellement profit du fait de faciliter la prostitution d'autrui sur la voie publique.

Art. 5. — L'article 463 du Code pénal est appliqué aux infractions prévues par les articles ci-dessus.

Art. 6. — Toute disposition contraire à la présente loi est abrogée.

L'article 4 de ce projet est surtout très intéressant pour nous. On peut remarquer que le souteneur pourra être puni, alors même qu'il justifiera de l'exercice d'un métier. Il ne lui suffira pas pour être excusé de prétendre qu'il a d'autres moyens d'existence ; il suffit qu'il ait celui-là.

Le projet Fallières fait donc un progrès sensible sur la loi du 27 mai 1885 qui exigeait que le souteneur n'eut pas de moyens d'existence pour être justiciable des tribunaux.

On peut regretter toutefois de voir figurer dans le projet le mot habituellement, qui se trouve déjà dans l'article 334 du Code pénal.

Nous lui adressons les mêmes critiques.

Malgré cela, le projet de loi Fallières eut réalisé un progrès, aussi, regrettons-nous qu'il ne soit pas venu en discussion.

§ 2. — *Projet Béranger.*

Trois ans après, M. Béranger déposa au Sénat une proposition de loi sur la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs.

Dans l'exposé des motifs, l'éminent sénateur, après avoir montré les scandales du raccolage public de la prostitution, parle de la prostitution qui s'exerce dans les établissements publics. Il montre l'insuffisance de

notre législation, en ce qui concerne les logeurs et cabaretiers qui excitent ou favorisent la débauche des filles, puis il aborde le sujet qui nous intéresse particulièrement, c'est-à-dire, l'embauchage par violence ou par fraude ; la vraie traite des blanches.

Ce projet de loi est ainsi conçu :

Art. 1. — Quiconque se livre au raccolage sur la voie publique ou dans les lieux publics, sera puni des peines édictées par l'article 330 du Code pénal.

Seront considérés comme complices, et punis comme tels, ceux qui auront aidé ou soutenu l'auteur principal dans l'accomplissement du délit, ou qui en auront partagé les profits.

Les condamnations prononcées en vertu du présent article seront assimilées au vagabondage en ce qui touche l'application de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes.

Art. 2. — Tout logeur tenant maison meublée ou chambre garnie qui aura sciemment favorisé ou facilité la débauche en recevant chez lui des femmes ou filles qui s'y livrent à la prostitution, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 fr. à 1.000 fr.

Art. 3. — Seront punis de la même peine tous cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons à consommer sur place, qui fourniront à des femmes ou filles de débauche, employées ou non dans leur établissement, le moyen de s'y livrer à la prostitution.

Art. 4. — Dans les deux cas qui précèdent la fermeture des établissements pourra être ordonnée par le jugement de condamnation.

Art. 5. — Le débitant condamné à un emprisonnement de un mois au moins pour le délit ci-dessus prévu, ne pourra pendant cinq ans à dater de l'expiration de sa peine, exploiter soit par lui-même, soit par un gérant un débit de boissons.

L'incapacité sera perpétuelle, si pendant les cinq ans, le condamné a encouru une nouvelle condamnation à l'emprisonnement.

Le débitant interdit ne pourra être employé à quelque titre que ce soit dans l'établissement qu'il exploitait, ni dans l'établissement exploité par son conjoint, même séparé.

Toute infraction aux interdictions qui précèdent, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 francs.

Art. 6. — L'embauchage par violence ou par fraude dans une maison de débauche sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Art. 7. — Sera puni d'un emprisonnement de un à deux mois et d'une amende de 16 à 300 fr., quiconque aura commis le délit d'outrage aux bonnes mœurs, par l'un des moyens énoncés en l'article 23 de la loi du 29 juillet 1880, autre toutefois que le livre.

Les mêmes peines seront applicables à la vente, la mise en vente, l'annonce par envoi de prospectus à domicile

ou autrement, d'écrits ou d'imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes ou propres à exciter à la débauche ou à la corruption de la jeunesse, à leur offre, exposition, affichage ou distribution gratuite sur la voie publique ou dans les lieux publics.

Art. 8. — Les auteurs ou complices des délits spécifiés par la présente loi seront poursuivis devant les tribunaux correctionnels, conformément aux règles édictées par le Code d'instruction criminelle.

Les écrits, dessins, affiches, etc., incriminés et les objets ayant servi à commettre le délit, seront saisis ou arrachés. La destruction en sera ordonnée par le jugement de condamnation.

Art. 9. — Les peines pourraient être portées au double si le délit a été commis à l'égard des mineurs de l'un ou de l'autre sexe.

Art. 10. — L'article 483 est applicable aux infractions prévues par les articles ci-dessus.

Art. 11. — Sont abrogés l'article 28 de la loi du 29 juillet 1881 en ce qu'il a de contraire à la présente loi, les articles 287, 288, 289 du Code pénal et de la loi du 2 août 1882. »

On voit par cette lecture que le projet de M. Bérenger vise quatre sortes de délits :

1° Le raccolage public de la prostitution ;

2° La prostitution clandestine dans les établissements publics ;

3° L'embauchage par violence ou par fraude ;

4° Les outrages aux bonnes mœurs.

Nous ferons remarquer que les articles 2, 3 et 5 du projet Béranger ne font que reproduire les mêmes articles du projet Fallières ; en revanche l'article 6 est particulièrement intéressant.

Il punit d'un emprisonnement de six mois à deux ans, l'embauchage par violence ou par fraude, d'une jeune fille dans une maison de tolérance.

Somme toute, ce projet réaliserait un double progrès :

1° Il transforme en délit et punit des peines de l'article 338 du Code pénal, le fait de se livrer au raccolage dans les lieux publics, fait qui, jusqu'ici, n'était réprimé que par mesure administrative.

2° La participation à ce délit, c'est-à-dire l'assistance prêtée pour le commettre et ensuite le partage des bénéfices, devient une véritable complicité.

Désormais les souteneurs ne sont pas seulement atteints par l'article 4 de la loi du 29 mai 1885 sur les récidivistes, ils seront punissables comme complices.

Or l'article 59 du Code pénal dit que : « Les complices d'un crime ou d'un délit, seront punis de la même peine que les auteurs même, de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement.

On a souvent critiqué ce principe de l'assimilation de la peine de l'auteur à celle du complice ; on dit que l'auxiliaire ayant une tâche moindre, devait être moins puni.

Ces critiques ne peuvent s'appliquer ici, car les proxé-

nètes sont non pas des complices, mais des auteurs mêmes de la prostitution ; plus punissables souvent que les auteurs matériels car sans eux le crime n'aurait pas existé.

Si le projet Béranger était un jour transformé en loi, la situation des souteneurs, et en général de tous ces gens qui vivent de la prostitution des femmes, deviendrait plus périlleuse.

De tout cela une seule disposition rentre réellement dans notre sujet : c'est l'article 6 du projet de M. Béranger.

Malheureusement la peine qu'il édicte est trop peu élevée, bien qu'elle puisse être portée au double si le délit a été commis à l'égard des mineurs de l'un ou de l'autre sexe (art. 9 du projet). A part cela, les projets ci-dessus analysés s'adressent plus à la prostitution qu'au proxénétisme.

C'est une législation qui n'a pas l'envergure du délit lui-même.

Elle réprimera peut-être la traite des boulevards extérieurs ; elle interviendra entre souteneurs et prostituées de bas étage, elle fermera les petits cabarets de barrières, mais jamais on ne songera à l'appliquer aux grands restaurants de nuit où afflue l'élégante société.

Jamais non plus cette législation n'atteindra les agences qui, elles, n'agissent pas sur la voie publique, et savent toujours se dissimuler sous des apparences trompeuses,

Or c'est là qu'est le véritable mal ; c'est là que se pratique la traite des blanches la plus dangereuse,

Avec le projet Bérenger, qui, pourtant constituerait un progrès on n'atteindrait qu'une prostitution en quelque sorte voulue ; car la prostituée qui vit avec un souteneur, qui l'entretient lui fournissant le vivre et le couvert, agit rarement ainsi par contrainte.

Elle se prostitue parce qu'elle trouve ce travail moins pénible qu'un autre, et comme elle a besoin d'un protecteur, elle ne trouve pas extraordinaire de le rémunérer de ses services.

Dans le cas où la femme se prostitue par contrainte, elle pourrait tenter d'échapper aux coups du souteneur, soit en changeant de domicile, soit en le dénonçant à la police.

Ainsi donc, en admettant que le projet Bérenger soit voté, la législation française resterait encore impuissante contre la traite internationale qui ne cesse d'augmenter ses ravages.

Voyons maintenant si les législations étrangères sont plus efficaces.

CHAPITRE V

DROIT COMPARÉ

Au point de vue de la répression du proxénétisme, on peut diviser les législations étrangères en deux grands groupes : celles qui par des dispositions analogues à celles de l'article 334 du Code pénal frappent seulement les individus qui favorisent la prostitution des mineurs ; et celles qui frappent les individus qui favorisent la prostitution des femmes de tout âge.

Le premier groupe comprend :

La Belgique,

La Hollande,

L'Italie,

L'Espagne,

Et dans la Suisse, les cantons de Vaux et du Tessin.

Dans le deuxième groupe, c'est-à-dire, dans celui des législations qui punissent la traite, quel que soit l'âge des victimes, rentrent :

L'Allemagne,

L'Autriche-Hongrie,
Et presque toute la Suisse.

Il sera intéressant de relever brièvement les particularités de chacune de ces législations.

PREMIER GROUPE

a) BELGIQUE. — Le Code pénal belge du 8 juin 1867, dans le chapitre VI du titre VII, traite « De la prostitution ou corruption de la jeunesse » (art. 379-382).

Aux termes de l'article 379 : « Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire la passion d'autrui, la débauche ou la corruption des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, si les mineurs sont âgés de quatorze ans accomplis, et de deux à cinq ans d'emprisonnement si les mineurs n'ont pas atteint cet âge. »

Cet article se rapproche évidemment de l'article 334 du Code pénal français, mais il est beaucoup plus explicite. Il a pu s'élever des doutes sur le véritable sens de l'article français ; ici, aucune hésitation n'est permise.

Ces mots « pour satisfaire la passion d'autrui », montrent bien que l'article vise le proxénétisme.

On peut, de plus, féliciter le législateur belge de sa sévérité ; il gradue en effet la peine suivant l'âge de la victime et ce n'est que justice.

L'article 380 punit même le proxénète de la réclusion quand la victime n'a pas atteint sa onzième année.

Il est juste, en effet, de punir l'individu assez lâche pour s'attaquer à des enfants, plus sévèrement que celui qui choisit sa victime parmi des jeunes filles de 18 à 20 ans.

Nous exprimons toutefois deux regrets : le premier nous est inspiré par la disposition finale de l'article 380, qui déclare que la tentative n'est pas punissable.

Ne devra-t-on pas dire ici que l'intention est réputée pour le fait et sévir contre l'homme qui avoue de tels moyens d'existence.

Si on ne l'écarte pas de la société, il recommencera, et son crime d'ailleurs sera presque toujours insaisissable.

Quant au deuxième regret, nous l'avons déjà formulé pour la législation française. Pourquoi faire de la minorité de la victime un élément constitutif du délit de proxénétisme ; ce ne devrait être qu'une circonstance aggravante.

b) HOLLANDE. -- Le Code pénal des Pays-Bas, voté et promulgué le 3 mars 1880, mais mis en vigueur seulement à partir du 1^{er} septembre 1886, s'exprime très nettement sur le proxénétisme.

D'après l'art. 250 « Est puni comme entremetteur : 1^o d'un emprisonnement de quatre ans, au plus, le père, la mère, le tuteur et subrogé-tuteur, qui excite ou favorise volontairement la débauche de son enfant mineur, ou du

mineur placé sous sa tutelle ou subrogé-tutelle, avec un tiers ; 2° d'un emprisonnement de trois ans, au plus, toute autre personne qui, en vue de lucre, et avec intention, excite ou favorise la débauche d'un mineur avec un tiers, ou qui fait *métier* d'exciter ou de favoriser avec intention la débauche d'un mineur avec un tiers ».

Nous remarquons avec satisfaction que le législateur hollandais, pour punir le proxénétisme, n'exige pas l'habitude et avec raison. Un seul fait déchaîne contre lui la sévérité de la loi. Il est ainsi beaucoup plus facile d'atteindre le proxénète, car l'habitude est alors assez difficile à prouver.

c) ITALIE. — Le Code pénal italien promulgué le 30 juin 1889, distingue et punit séparément, d'un part l'excitation à la corruption pour servir aux passions du coupable, en tant seulement que la victime, de l'un ou de l'autre sexe, est âgée de moins de seize ans, (art. 335), et d'autre part, le trafic qui provoque à la débauche pour servir aux passions d'autrui (art. 345-348). Les art. 345 et 346 sont ainsi conçus : « art. 345. — Quiconque pour servir les passions d'autrui, favorise la débauche d'une personne mineure ou l'excite à la corruption est puni de la réclusion de trois à trente mois, et d'une amende de cent à trois mille livres.

La réclusion est d'un an à six ans, et l'amende ne peut être inférieure à cinq cents livres si le délit est commis : 1° sur une personne qui n'a pas accompli douze ans ;

2° par supercherie, 3° par des ascendants, des alliés dans la ligne directe ascendante, le père ou la mère adoptifs, le tuteur ou bien toute autre personne à qui le mineur est confié pour raisons de soins, d'éducation, de surveillance ou de garde, même temporaire; habituellement ou dans un but de lucre ».

Au cas de concours de deux ou d'un plus grand nombre des circonstances sus-énoncées, prévues sous des numéros différents, la réclusion est de deux à sept ans et l'amende ne peut être inférieur à mille liras.

Art. 346. — Quiconque, pour servir les passions d'autrui, favorise ou facilite la corruption d'une personne mineure, suivant les modes, ou dans les cas indiqués au premier paragraphe de l'article précédent, est puni de la réclusion de trois mois à deux ans, et d'une amende de de trois cents à cinq mille liras. Dans le cas prévu au second paragraphe, la réclusion est de six mois à trois ans, et l'amende de cinq cents à six mille liras ».

Ainsi le Code pénal italien établit comme celui de Belgique une échelle des peines, mais, contrairement aux législations que nous avons déjà étudiées, il ne considère pas l'habitude comme un élément constitutif du délit, mais comme une circonstance aggravante.

L'art. 345 § 4, dit en effet, que quand l'excitation à la débauche a lieu habituellement, le délinquant est puni de la réclusion de un à six ans, et d'une amende qui ne peut être inférieure à cinq cents livres.

Le Code italien distingue également et punit différem-

ment le proxénétisme, suivant qu'il est ou n'est pas intéressé.

Cette mesure est excellente, car l'individu qui pousse à la prostitution sans intérêt pécuniaire, répugne moins que celui qui tire de tels actes ses moyens d'existence ; mais la difficulté réside dans la preuve qui est, sinon impossible, du moins très épineuse : car comment démontrer qu'un individu a reçu de l'argent, à moins de le prendre en flagrant délit. Nous sommes donc en présence d'une disposition excellente mais sans grande utilité pratique.

Néanmoins la législation italienne, sur ce qui vise le proxénétisme, est préférable à la nôtre.

d) ESPAGNE. — L'art. 459 du Code pénal espagnol de 1870, qui n'est que la reproduction presque textuelle de l'art. 367 du Code pénal de 1850, s'exprime ainsi sur le proxénétisme : « Celui qui habituellement, ou par abus d'autorité ou de confiance, excitera ou facilitera la prostitution ou la corruption des mineurs pour satisfaire les désirs d'autrui, sera puni de la peine de la prison correctionnelle, etc. »

Cette législation qui se rapproche dans ses grandes lignes de la législation française, assure l'impunité aux proxénètes. Nous aurions à lui adresser les mêmes reproches qu'à notre Code, aussi n'insisterons-nous pas.

e) SUISSE. — Depuis l'acte de médiation de 1803, les

cantons suisses sont restés souverains en matière de législation pénale.

Un mouvement s'est dessiné pendant ces dernières années en faveur de l'unification des législations, mais les obstacles qu'il a rencontrés l'on fait échouer.

Aussi, à cette heure, chaque canton est-il encore maître en matière de législation pénale.

Il en résulte les divergences les plus grandes ; c'est ainsi que deux cantons, celui de Vaud et celui du Tessin punissent le proxénète seulement quand la victime est mineure.

Nous en avons fini avec les législations du premier groupe, c'est-à-dire, avec celles qui ne considèrent le proxénétisme comme délictueux, que lorsque la victime est mineure.

Nous protesterons ici, comme plus haut, contre cette minorité exigée pour être un élément constitutif du délit, alors qu'elle ne devrait être qu'une circonstance aggravante.

Les législateurs de ces pays, nous répondront sans doute qu'à vingt et un an, une femme connaît suffisamment la vie pour se garder des pièges que tendent les pourvoyeurs de chair humaine. Nous ne sommes pas de cet avis. Ces pièges sont si variés et si habilement tendus que les plus clairvoyants peuvent s'y laisser prendre.

N'oublions pas que dans l'état social actuel la femme est obligée de travailler pour subvenir à ses besoins ; Les

carrières où elle a accès sont obstruées et peu rétribuées, toutes les sans-dot, toutes les malheureuses qui font nombre sont souvent obligées d'aller chercher à l'étranger leur pain, qu'elles espèrent gagner plus facilement que dans la mère-patrie.

Et ces filles courageuses qui s'expatrient tombent entre les mains d'agences louches qui les trompent par des promesses mensongères, et qui abusent ensuite de leur ignorance de la langue du pays et de l'isolement dans lequel elles se trouvent, pour les livrer à leur honteux négoce.

DEUXIÈME GROUPE

La deuxième catégorie comprend les législations allemande, autrichienne, hongroise, et celles de presque tous les cantons suisses, y compris celui de Genève depuis la loi du 16 septembre 1888. Elles frappent les individus favorisant la prostitution de la femme de tout âge.

a) ALLEMAGNE. — Le Code pénal qui portait le titre de Code pénal de la Confédération de l'Allemagne du Nord lors de sa promulgation, le 31 mai 1870, et qui a été rendu applicable à l'empire allemand par la loi du 13 mai 1871, prévoit le proxénétisme dans les art. 180 et 181 ainsi conçus : Art. 180 : « Quiconque habituellement, ou pour en tirer profit, facilite la débauche, soit

en s'entremettant, soit en favorisant ou en procurant les occasions, sera puni d'emprisonnement comme proxénète, et pourra en outre être privé des droits civiques, et renvoyé sous la surveillance de la police ».

Art. 181 : « Le proxénétisme sera puni de la réclusion pendant cinq années ou plus, lors même qu'il n'aura pas été exercé habituellement ou pour en tirer profit. 1° Si pour faciliter la débauche il a été pratiqué des manœuvres frauduleuses ;

2° Si le proxénète appartient à la classe des personnes ayant autorité sur la victime, telles que père, mère, tuteur, ecclésiastique, instituteur ou précepteur. En outre de la peine de la réclusion, le coupable sera privé des droits civiques et renvoyé sous la surveillance de la police ». L'Allemagne n'a eu qu'à se louer de ces deux articles, car lors de la revision du 26 février 1876, ils n'ont pas été modifiés.

On peut remarquer que dans la législation allemande, l'habitude et l'intérêt sont généralement considérés comme élément constitutif du délit (art. 1380).

Sauf dans les cas exceptionnels prévus par l'art. 381, le législateur a pensé avec raison, que quand la victime était une personne sur laquelle le proxénète avait autorité, ou quand celui-ci usait de manœuvres frauduleuses, ces circonstances suffisaient pour caractériser le délit ; il n'était pas besoin alors de l'habitude.

Cette législation est, à notre avis, la meilleure que nous ayons vue jusqu'ici.

Elle répond, en grande partie du moins, aux critiques que nous avons adressées à la nôtre.

b) AUTRICHE. — Le Code autrichien frappe spécialement les personnes que visait le projet déposé en France par M. le garde des sceaux Fallières, le 31 octobre 1891.

D'une part, l'art. 512 est ainsi conçu : « Se rend coupable de proxénétisme : 1° Celui qui loge ordinairement des filles publiques, ou les reçoit pour qu'elles se prostituent ; 2° Celui qui fait métier de procurer à autrui de semblables personnes ; 3° Celui qui sert d'intermédiaire dans des intelligences illicites de ce genre.

Ils sont passibles de cinq ans à six mois d'arrêt et d'un châtimement corporel ».

D'autre part, l'art. 515, porte que « les aubergistes et cabaretiers qui se prêtent à la débauche sont punis, pour la première fois, d'une amende de 25 à 200 florins, et pour la seconde fois de la fermeture de leur établissement ».

Cette législation est animée de fort bonnes intentions, mais la difficulté consiste dans la preuve de la qualité d'intermédiaire. Ainsi, le législateur, même en faisant ce qu'il croit efficace, est souvent impuissant pour réprimer le délit.

c) HONGRIE. — Le Code pénal hongrois, ne prévoit le proxénétisme que de la part des parents ou de ceux qui ont autorité sur la victime.

L'art. 247 est ainsi conçu : « Les père et mère qui

excitent leurs filles légitimes ou naturelles à avoir commerce sexuel avec un tiers, ou leurs enfants légitimes ou naturels à des actes impudiques, commettent le crime de proxénétisme, et seront punis au minimum de cinq ans de maison de force.

La même peine est applicable à ceux qui déterminent à de pareils actes, les personnes dont la tutelle, la curatelle, la surveillance, l'éducation ou l'instruction lui ont été confiés ».

On voit que le Code hongrois ne punit le proxénétisme que dans ce qu'il a de plus affreux, c'est-à-dire quand il s'exerce sur des personnes dont le proxénète a la garde.

D'autres législateurs, ont, avec raison, regardé ce cas comme une circonstance aggravante, mais en faire un élément constitutif du délit, c'est être trop indulgent.

Cependant le législateur hongrois, devrait plus que tout autre être porté à la sévérité, car c'est chez lui que la traite est la plus florissante.

d) SUISSE. — Nous avons dit que presque tous les cantons suisses punissaient le proxénétisme quel que soit l'âge de la victime. Nous ne voulons pas entrer dans le détail de la législation de chaque canton, nous nous contenterons de signaler l'art. 199 du Code pénal, du canton du Valais, en vigueur depuis le premier janvier 1859; l'art. 121 du Code pénal de Zurich en vigueur depuis le premier février 1871, et l'art. 396 du Code pénal du canton de Fribourg en vigueur depuis le premier janvier 1874.

Tous punissent le proxénétisme, sans tenir compte de l'âge de la victime.

Nous en avons fini avec les législations étrangères ; nous voudrions cependant avant de terminer ce chapitre, signaler une réglementation bien intéressante qui existe en Angleterre.

Le criminal Law, amendement Act, du 14 août 1885, à côté de dispositions accessoires destinées à réglementer la prostitution et à supprimer les maisons de tolérance, contient des dispositions destinées à protéger les filles mineures contre les individus qui les attirent à l'étranger par de fallacieuses promesses (1).

Ce bill fut voté à la Chambre des Lords dès 1883 mais fut longtemps repoussé à la Chambre des communes. Il ne fut voté qu'à la faveur de l'émotion produite par les révélations de la *Pall Mall Gazette*, en juillet 1885.

Il contenait une augmentation de pénalité et multipliait les moyens d'investigation, mais malgré tout il demeurerait encore insuffisant. Les hommes de loi anglais l'ont reconnu eux-mêmes, puisqu'ils demandaient au congrès de Londres, dont nous allons parler bientôt, l'entente internationale et l'unification des peines.

1. « Annuaire de législation étrangère ». 1886, p. 56 et suivantes.

DEUXIÈME PARTIE

Il résulte de cette étude, que si quelques législations étrangères présentent certains avantages sur la nôtre, aucune cependant n'est capable de réprimer complètement la traite des blanches telle qu'elle se pratique.

Mais si le législateur s'est montré négligent ou impuissant, des âmes charitables ont essayé de remédier à son incurie.

De nombreuses sociétés se sont formées dans tous les pays pour venir en aide à la jeune fille.

SECTION I

Actions des sociétés, de la charité publique et privée.

Le grave et intéressant problème de la protection de l'enfance maltraitée ou abandonnée, a toujours, en France, préoccupé les esprits et stimulé la charité publique ou privée.

Même avant 1889, date de la loi sur la déchéance de la puissance paternelle, il s'était fondé de nombreuses sociétés, dont le but était de remédier à l'insuffisance de la législation d'alors.

Mais c'est surtout la loi du 19 avril 1898, sur la répression des violences ou voies de fait exercées envers les enfants, qui a suscité l'éclosion ou facilité le développement de ces sociétés.

Or, le problème de la traite des blanches est intimement lié à celui de la protection de l'enfance.

En effet, protéger l'enfance ou l'adolescence, c'est par contre-coup, apporter un obstacle au honteux trafic des femmes, car presque toutes sont des mineures, presque des enfants.

La *Pall Mall Gasette* de Londres nous dit, dans ses révélations scandaleuses de 1885, que la spéculation recherche surtout les jeunes filles de onze à treize ans, car à cet âge, l'enfant est ordinairement suivant l'expression consacrée, *virgo intacta*, et possède, par conséquent, une grande valeur sur le marché.

Combattre ce fléau, c'est protéger l'enfance, car la jeune fille, victime de la traite, est une mère perdue pour la société.

Elle fera son possible pour ne pas avoir d'enfants, et si par hasard elle en a, ce seront des dégénérés ou des criminels souvent, des abandonnés toujours.

Un problème aussi passionnant que celui qui nous

occupé, ne pouvait manquer de susciter de grands dévouements.

Des âmes charitables s'unirent pour protéger la jeune fille, et fondèrent des sociétés dont le but est de lutter contre la traite des blanches.

Nous allons examiner ces sociétés et passer en revue les divers moyens de protection des jeunes filles.

Nous étudierons d'abord les œuvres qui ne visent pas directement la traite des blanches ; ces œuvres ont généralement un caractère national, puis nous étudierons les sociétés spécialement formées pour lutter contre la traite internationale.

§ 1. — *Œuvres diverses de protection de la jeune fille.*

a). FRANCE. — Les œuvres diverses de protection de la jeune fille sont si nombreuses en France, que l'on doit renoncer à en donner une nomenclature complète.

Suivant la classification qu'en fit M. Joly au Congrès de Londres nous les diviserons en neuf catégories.

I. — Dans une première classe nous rangerons les établissements qui, recevant des enfants en bas âge, leur donnent une instruction primaire, puis un métier, et les placent lorsqu'ils sont en âge de gagner leur vie.

Pour les sociétés ayant ce but nous énumérerons, à Paris : la Société des amis de l'enfance, l'Association des jeunes économes, l'Œuvre du souvenir.

D'autres sociétés du même genre existent dans un grand nombre de villes de provinces.

II. — Pour les enfants qui, à raison des circonstances de la vie sont particulièrement exposés, on a créé des œuvres spéciales ; comme l'Union française pour le sauvetage de l'enfance, la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, la Société contre la mendicité des enfants, l'Œuvre de la préservation, l'Œuvre protestante des enfants en danger moral, qui sous le nom de « petites familles » a fait cinq asiles distincts, l'Œuvre des petits préservés qui recueille les enfants dont les parents sont traduits en justice.

Ces diverses œuvres luttent indirectement, mais avec beaucoup d'efficacité, contre la traite des blanches, car c'est surtout au milieu de ces petites malheureuses, que les pourvoyeurs de chair humaine jettent leurs filets.

III. — Des établissements spéciaux ont été fondés, pour recueillir les enfants dont les sentiments vicieux exigent une éducation plus sévère. A Paris, on trouve le petit Ouvroir de saint Vincent de Paul, le Refuge de Conflans, le Refuge de Châtillon-sous-Bagneux, l'Institution des Diaconesses, les Refuges israélites de Plessis-Piquet, pour les garçons, et de Neuilly, pour les filles, la Société de patronage des jeunes détenus, etc.

En province, il y a la Colonie agricole de Mettray, la Maison paternelle de Saint-Etienne et d'autres du même genre.

IV. — Enfin pour les jeunes filles qui ne sont pas élevées dans les établissements dont nous venons de parler, la charité privée cherche à les grouper dans des patronages où elles trouvent des distractions honnêtes pendant leurs heures de loisir.

Paris et sa banlieue comptent 204 patronnages de jeunes filles.

Quant aux patronages de province, en donner la liste, serait donner le nom de la moindre sous-préfecture.

Le patronage est, selon nous, un excellent moyen de protection de la jeune fille. Elle s'y fait des relations, de puissantes amitiés, qui peuvent, dans la suite, l'aider dans le choix d'une situation, et lui donner l'appui moral et les bons conseils dont elle a besoin au seuil de la vie.

V. — Ainsi, quand la jeune fille doit choisir un métier, ces sociétés charitables facilitent son apprentissage, et en surveillent les conditions matérielles et morales.

Parmi les plus importantes, il faut citer la Société d'apprentissage des jeunes orphelins, la Société de placement ou apprentissage des orphelins des deux sexes, la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures, l'Œuvre des apprentissages catholiques.

Certaines de ces sociétés gardent leurs pupilles pendant la journée du dimanche, d'autres les logent et les nourrissent, toutes enfin, sans se contenter de surveiller

l'apprentissage des jeunes gens qui leur sont confiés, s'appliquent à en faire d'honnêtes gens, en même temps que d'habiles ouvriers.

VI. — Enfin, pour les jeunes filles que le besoin de gagner leur vie éloignent de leurs parents, la charité privée a installé pour elles des maisons de famille.

Parmi les œuvres de ce genre, on peut citer l'Association pour l'éducation de la jeune ouvrière, qui loge et nourrit ses jeunes hôtes pour la modique somme de 45 fr. par mois.

A Paris, les filles de la charité dirigent seize maisons de ce genre.

Le but de ces œuvres est d'éloigner la jeune fille des tentations de la grande ville.

VII. — Les maisons dont nous venons de parler offrent à la jeune fille le gîte et la table à l'année, d'autres œuvres, non moins intéressantes, offrent une hospitalité temporaire aux jeunes filles arrivant du dehors pour gagner leur vie.

Elles les aident à trouver une place, et elles les recueillent à nouveau quand elles l'ont perdue.

Sous le nom d'œuvre de Sainte-Marthe, ou d'œuvre de Sainte-Blandine, ou d'œuvre des servantes, nous trouvons des asiles de ce genre dans les villes suivantes : Nice, Cannes, Annonay, Narbonne, Marseille qui en compte trois (dont une pour les servantes protestantes et une

pour les institutrices), Montpellier, Rennes, Tours, Blois, Nantes, Orléans, Angers, Laval, Nancy (qui en compte deux), Nevers, Lille, Alençon, Pau, Bayonne, Lyon (qui en compte trois, dont une protestante), Mâcon, Le Mans, Chambéry, Rouen (qui en compte deux), Le Havre, Albi, Toulon et Limoges.

Parmi celles de Paris, nous citerons seulement les plus importantes :

L'œuvre de Notre-Dame-de-Bon-Secours, la maison de Notre-Dame-Auxiliatrice, le patronage Saint-Joseph, l'œuvre des Sœurs servantes de Marie, l'asile chrétien pour domestiques, femmes, etc.

VIII. — Pour celles qui seront trop pauvres ou mal vêtues pour se présenter dans ces maisons, ou qui ne pourront fournir la modique somme de la pension, il y a d'autres asiles : c'est l'œuvre de « l'hospitalité du travail » qui recueille plus de trois mille jeunes filles indigentes. C'est l'œuvre des ouvriers ateliers, pour les femmes sans travail ; c'est l'asile temporaire protestant, pour femmes, etc.

IX. — Toutes les œuvres qui précèdent ont pour but d'empêcher la femme de faillir.

Mais, pour les malheureuses qui se sont laissées entraîner et qui sont tombées, les sociétés charitables ne manquent pas non plus. L'asile de Saint-Raphaël les reçoit dans le plus grand secret pendant leur grossesse,

et l'asile de Gérando les recueille temporairement après leur délivrance.

Enfin, pour les femmes qui, lassées de la vie de désordre qu'elles ont menée, veulent entrer dans une autre voie, il y a des refuges où elles sont admises gratuitement, avec la possibilité d'y séjourner aussi longtemps qu'elles le désirent.

Nous venons de parcourir rapidement les œuvres françaises de la protection de la jeune fille, voyons maintenant les œuvres analogues à l'étranger.

SUÈDE. — Les sociétés fondées pour la protection de la jeune fille, ne manquent pas non plus en Suède ; à Stockholm, comme dans la plupart des villes importantes de ce pays, il existe des « cottages industriels » des « homes pour domestiques », des unions chrétiennes, la société Frederica Bremer, les agences de la Fédération, etc., etc. Joignons à l'influence de ces sociétés l'élément moralisateur de la religion profondément établie dans ce pays, les conseils éloquents des médecins, qui cherchent sans cesse à montrer les avantages de la chasteté, et nous pourrions comprendre que la Suède soit moins que les États voisins, gangrenée par le mal qui nous occupe.

Les unions chrétiennes de jeunes filles, établies en Suède, distribuent des brochures où les jeunes voyageuses trouvent les adresses de personnes recommandables auxquelles, en cas de difficulté, elles peuvent demander des renseignements et un appui.

BELGIQUE. — A Bruxelles, il y a pour les ouvrières des lieux de réunions ; un patronage pour les Allemandes et un autre pour les Anglaises.

Il y a aussi deux maisons hospitalières pour recevoir les gouvernantes (une pour les Anglaises) et quatre pour les servantes.

Nous trouvons aussi, pour relever les femmes qui sont tombées, deux asiles spéciaux à Bruxelles, d'autres à Gand, à Liège, à Namur.

Des dames visitent souvent les jeunes filles atteintes de maladies vénériennes à l'hôpital, les moralisent et les exhortent à sortir de la mauvaise voie dans laquelle elles sont engagées ; mais il faut avouer que les résultats obtenus par ces visites ne sont pas très efficaces.

Dans tous les pays de l'Europe fonctionnent des sociétés analogues ; les passer en revue nous contraindrait à des répétitions, aussi clorons-nous ici cette étude des institutions destinées à sauvegarder la jeune fille contre les périls de toute sorte qui l'entourent.

Nous allons maintenant examiner les institutions destinées à lutter plus immédiatement contre la traite des blanches.

§ II. — *Œuvres destinées à lutter directement contre la traite des blanches.*

Lorsqu'il est question des œuvres visant la traite des

blanches, deux noms se présentent immédiatement à l'esprit :

« *L'Union internationale des amies de la jeune fille* » et « l'œuvre catholique internationale de la protection de la jeune fille. »

Il y a aussi, mais avec des ramifications moins nombreuses, la « National vigilance association ».

Nous allons examiner la constitution et les moyens d'action de ces sociétés.

A. — Union internationale des amies de la jeune fille.

Tout le monde connaît cette œuvre, ne fût-ce que par ces petites affiches, apposées dans les gares et dans certains wagons, pour mettre en garde les jeunes filles contre les dangers qui les entourent, pour les inviter à se méfier des inconnus qui leur font des offres de service, enfin pour leur donner l'adresse des dames charitables qui leur feront bon accueil.

Cette œuvre, bien que protestante, étend ses bienfaits sur les jeunes filles de toutes les communions.

C'est à Neuchâtel qu'elle fut fondée en 1877. Son but était d'empêcher les jeunes filles de tomber entre les mains d'agences louches, et de leur donner tous les renseignements dont une jeune fille peut avoir besoin en pays étranger.

En moins de vingt ans, cette société fut organisée et fonctionna dans toute l'Europe.

A Neufchâtel siège un bureau central qui règle toutes les questions générales intéressant l'Union.

De plus, dans la plupart des ports, sont des comités nationaux, aidés eux-mêmes par des comités locaux.

Enfin, dans certaines villes se trouvent des correspondants de l'Union, prêts à faciliter le passage ou l'installation d'une jeune fille qui vient dans le pays.

Certaines villes possèdent même un « home », où les jeunes filles obligées de s'arrêter en voyage trouvent un asile et des personnes amies.

En quittant le home, chaque jeune fille reçoit un carnet où sont consignés tous les renseignements l'intéressant, et même, si elle en manifeste le désir, une personne de l'Union vient la recevoir à destination, munie d'un insigne spécial permettant de la reconnaître facilement. Dans certaines villes, comme à Genève, une dame assiste à l'arrivée de tous les trains.

Enfin, l'Union publie en français, en anglais et en allemand des journaux répondant à des besoins utilitaires et moraux.

Si j'ajoute que cette œuvre a su s'assurer le concours du corps consulaire suisse, on jugera de sa puissance et des bienfaits qu'elle peut répandre.

**B. — Œuvre catholique internationale de la protection
de la jeune fille.**

Cette œuvre mérite d'être signalée, tant à cause de son zèle qu'à cause de la rapidité étonnante avec laquelle elle s'est développée.

Comme l'a fait remarquer Mme la baronne de Montech dans l'un de ses rapports, l'œuvre protestante trouve dans l'œuvre de protection de la jeune fille, une « rivale nécessaire ».

Les sentiments qui les guident et le but qu'ils poursuivent sont identiques, et, de plus, il était du devoir des catholiques de chercher comme les protestants à protéger leurs filles.

La double caractéristique de cette œuvre est de viser avant tout à la fédération des œuvres diverses qui s'occupent de la protection de la jeune fille, et d'avoir une tendance nettement confessionnelle.

Ce second trait ne l'empêche pas de vivre en excellents termes avec sa voisine protestante.

Les deux œuvres reçoivent des jeunes filles de toutes les religions ; toutefois, quand une protestante recourt à l'œuvre catholique, ou une catholique à l'œuvre protestante, on la renvoie à ses coreligionnaires, toutes les fois que faire se peut.

L'œuvre catholique internationale de la protection de la jeune fille, fut fondée à Fribourg en 1896.

Il était écrit que la Suisse serait le berceau de ces grandes institutions charitables.

Cet œuvre a un triple but : matériel, moral et religieux.

L'œuvre poursuit un but matériel, car elle cherche à améliorer le sort des jeunes filles en leur procurant des salaires plus élevés et des conditions avantageuses de nourriture et de logement.

Elle crée des « homes » qui reçoivent les jeunes filles, les logent et les nourrissent au plus bas prix.

C'est un palliatif puissant de la débauche, car, la cause principale et presque unique de la prostitution, vient de la disproportion qui existe entre la modicité des gains de la femme, et la cherté de l'existence.

L'œuvre, en permettant à la jeune ouvrière de bien vivre, avec ses gains minimes, résout le problème devant lequel le socialisme s'arrête impuissant.

Enfin, l'œuvre catholique, comme l'œuvre protestante, évite aux jeunes filles les désagréments de l'inconnu, en leur donnant un petit livret où sont notés tous les renseignements nécessaires en voyage.

Le but moral est intimement lié au but matériel. Les agences, les bureaux de placements créés par l'œuvre, cherchent des places où le bien-être et les convenances soient associés.

Ce sont là, autant de barrières qui font obstacle à la démoralisation.

L'œuvre enfin, poursuit un but religieux, car dans sa pensée, religion et morale sont choses intimement liées.

Voilà le but de l'œuvre ; voyons son organisation.

Il y a deux comités :

- A. Le comité central permanent.
- B. Le comité d'action international.

Ils se complètent l'un et l'autre et forment pour ainsi dire, un seul tout, avec cette différence que les membres

du premier comité, chargés de l'administration de l'œuvre, résident à Fribourg et en Suisse; tandis que les membres, du second, disséminés dans le monde entier, ne sont réunis que dans des circonstances exceptionnelles.

A. — Comité central permanent.

Le comité central permanent, ou comité national permanent, est formé des membres du comité suisse. Il a son siège à Fribourg.

A la suite de décisions prises en 1897, ce comité national suisse remplit les fonctions de comité international.

Par la constitution de l'œuvre internationale de la protection de la jeune fille, l'œuvre suisse est devenue une branche de cette grande entreprise. Le comité suisse a donc une double tâche : remplir les obligations qu'il a contractées vis-à-vis des autres pays, est celle que l'œuvre suisse elle-même lui impose.

a) Relations extérieures. — Le comité central permanent devra se mettre en rapport avec les autres comités nationaux, leur demander et leur fournir des renseignements utiles, les tenir au courant du développement de l'œuvre en Suisse, des expériences faites, des améliorations obtenues, etc... Cette tâche sera facilitée puisque le comité suisse est, à titre international, le centre des correspondances et des informations.

b) Direction intérieure. — Le comité national à la direc-

tion générale de l'œuvre en Suisse. C'est lui qui exécute les décisions du comité international concernant l'universalité de l'association.

C'est lui qui statue, délibère, décide sur toute la marche, la constitution, l'organisation de l'œuvre en Suisse.

C'est à lui qu'aboutissent les vœux, demandes, projets, remarques qui peuvent venir, soit des comités cantonaux ou locaux de l'œuvre, soit d'un simple membre, soit d'autres associations catholiques ou d'autorités civiles ou religieuses.

C'est le comité national qui est chargé de toute la publicité officielle de l'œuvre ; c'est lui qui délègue dans les congrès, assemblées catholiques ou d'action sociale, des représentants officiels ; c'est lui qui traite, au cas échéant, avec les autres associations suisses, telles que, les amies de la jeune fille, la société d'utilité publique des femmes, etc. ; c'est lui qui s'adresse aux autorités fédérales et à l'épiscopat suisse, c'est lui enfin qui fonde, sanctionne et reconnaît les comités cantonaux et qui procède à l'admission dans l'œuvre des « homes », institutions religieuses et autres groupements.

2° A côté du comité national, il y a en Suisse des comités cantonaux qui sont les rouages les plus importants de l'œuvre.

Leur caractère est moins administratif que celui du comité national.

Ils s'occupent directement de la protection de la jeune fille :

a) En installant, surveillant, visitant les « homes » et les bureaux de placements ; en établissant un service de renseignements sur les jeunes filles catholiques du pays placées à l'étranger, en mettant leurs membres, le plus souvent possible, en rapport direct avec les jeunes filles protégées et leurs familles.

b) Les comités cantonaux ont pour mission, de susciter des comités locaux, de rechercher des correspondants sérieux et des agents jusque dans les moindres localités.

Ils doivent servir les besoins généraux et financiers de l'œuvre en surveillant par tous les moyens, dans leur sphère d'action le plus grand nombre possible d'adhésions individuelles.

c) Il serait désirable que chaque comité cantonal eut des rapports fréquents avec la presse de la région pour y publier, soit des communiqués concernant l'œuvre, soit des articles de propagande ou des chroniques générales sur la situation de la jeune fille, les dangers qu'elle court et ses misères dans notre état social.

d) Chaque comité cantonal devra aussi faire faire, par des personnes compétentes des conférences ayant pour objet, tantôt l'œuvre de la protection elle-même, sa nécessité, son but, son organisation, tantôt les questions multiples qui s'y rattachent.

e) Les comités cantonaux sollicitent, au cas échéant, l'appui des autorités civiles ; approbation de l'État, direction de police, etc.

f) Ils convoquent de temps en temps en séances les membres des autres comités locaux, et tiennent même des assemblées premières et publiques, dans lesquelles des rapports ayant trait à l'œuvre sont présentés et discutés.

g) Les membres des comités cantonaux visitent les « homes », les bureaux de placements, les comités régionaux et locaux, les correspondants isolés, aussi souvent que faire se peut, afin de nouer entre ces différents organes des relations personnelles et étroites.

3° Les comités locaux viennent après les comités cantonaux dont ils dépendent ; il est bon d'en constituer dans le plus grand nombre de localités possibles.

Dans un cadre plus restreint, leur action est la même que celle des comités cantonaux.

On constituera un comité local où existent des « homes » et des bureaux de placements ; même si ces institutions dépendent des communautés religieuses.

Ces comités leur seront un appui et pourront faire bien des démarches que des communautés religieuses doivent s'interdire.

4° L'union a aussi des correspondants isolés, mais l'œuvre catholique internationale de jeune fille en a beaucoup plus encore, et c'est là sa force.

Dans beaucoup de villes, de bourgs, de villages, surtout dans les pays mixtes, il est difficile de fonder, soit des comités, soit des « homes » ou des bureaux. Une seule personne dévouée et sérieuse, peut remplacer tout cela si elle consent à devenir agent de l'union.

Ces correspondants isolés, ont pour mission : de communiquer à tous les comités, les nouvelles intéressant l'œuvre.

De faciliter aux jeunes filles qui habitent la localité, leur départ et leur voyage ; de leur chercher une situation par les soins des bureaux de placements de l'œuvre, de recevoir à la gare et de protéger de toutes façons les jeunes filles recommandées par l'œuvre, en passage dans la localité, de s'intéresser aux jeunes filles placées dans la localité et de les visiter ; de rechercher enfin des adhérents individuels à leur œuvre.

Ces adhérents individuels n'ont pas à remplir dans l'œuvre une mission proprement dite. Ils la subventionnent par leur cotisation annuelle qui est fort modeste : un franc seulement.

Dans leurs rangs devraient prendre place tous les catholiques suisses. Malheureusement le nombre de ceux qui y sont inscrits est encore trop restreint.

Leurs cotisations sont les seules ressources de l'œuvre qui doit cependant faire face à des charges toujours croissantes.

Les comités locaux gardent à leur usage 75 0/0 des recettes perçues ; les 25 0/0 de reliquat sont mis à la disposition du comité cantonal pour couvrir les frais généraux.

A côté de ce comité national permanent figure un comité d'action international.

Ses membres sont des personnes de dévouement et d'initiative, choisies pour être à la fois les représentants de l'œuvre dans leurs pays respectifs, et les représentants de leurs pays dans l'œuvre.

Les membres du comité d'action international, doivent réaliser dans la mesure du possible le programme d'action et de propagande que nous avons tracé dans ces lignes.

Les promoteurs de l'œuvre, forment l'espoir et le projet, que plus tard, quand leurs efforts auront abouti, chaque pays pourra avoir une association nationale, ayant son centre, son directeur, ses comités diocésains, régionaux et locaux.

Elle se transformera pour devenir une fédération, et le comité d'action international sera alors composé de délégués régulièrement élus par chaque association nationale.

Mais ce ne sont encore là que des projets.

Nous venons de voir l'organisation de l'œuvre catholique internationale de la protection de la jeune fille, voyons maintenant quel est son but.

Elle a un double but :

Elle crée des « hômes » et des bureaux de placements.

Inutile d'expliquer ce que sont les premiers sous leurs diverses formes : maisons de passage, de refuge, d'accueil, pension à bon marché.

Le hôme n'est pas nécessairement une institution coûteuse montée sur un grand pied.

En Suisse, dans le plus grand nombre des cas, il suffira pour avoir un hôte, de trois ou quatre lits dans une maison recommandable.

Quant aux bureaux de placements, ils peuvent être rattachés aux hôtes, ou en être distincts.

Lorsqu'une jeune fille passe dans un bureau de placement de l'œuvre, elle a un casier de renseignements qui permet de se rendre compte de ses aptitudes et de son passé.

Enfin en Suisse, et dans les principales villes de la frontière, l'œuvre a établi un service de surveillance des arrivées dans les gares, par les soins d'agences spéciales.

La publicité des affiches suisses, mises un peu partout, mettent au courant du but de l'œuvre.

Nous en avons fini avec l'œuvre catholique internationale pour la protection de la jeune fille.

Examinons maintenant une dernière œuvre qui vise directement, elle aussi, la traite des blanches : c'est la « Nationale vigilance association ».

National vigilance association et le Congrès de Londres

Origine du Congrès. — Comme le fait remarquer M. Moucharville dans son rapport sur le Congrès de Londres, « C'est une de ces œuvres d'assainissement moral qui se sont donné pour tâche de protéger la femme au milieu des écueils qui l'environnent.

La National vigilance association procède vis-à-vis des jeunes filles en voyage, de la même façon que les deux sociétés dont nous avons parlé.

Cependant, après de longues années d'expérience et devant l'inefficacité de ses efforts et le progrès continu de la traite des blanches, la National vigilance association en arrivait à cette conclusion : que pour combattre victorieusement ce trafic des femmes, il fallait opposer à l'organisation internationale des trafiquants, une organisation internationale de défense.

La tâche était lourde, et entravée par les antipathies internationales, et par la difficulté d'imprimer à l'œuvre le mouvement initial indispensable.

Cette tâche difficile incombait à M. Coote, le secrétaire de la Nationale vigilance association.

Cet homme de bien parcourut l'Europe, dans le but de provoquer dans chaque Etat, la réunion d'un comité qui enverrait quelques membres au Congrès.

La besogne était plus ardue que l'on ne pense, car, à la repression de la traite des blanches se rattachent des problèmes connexes, qui demandaient à être traités avec une délicatesse extrême, sous peine de mener le Congrès à un échec certain.

Ce fut M. le sénateur Béranger qui prit en France l'initiative du mouvement.

Toute l'Europe, sauf l'Italie, l'Espagne et les petits Etats répondit à l'appel de M. Coote ; des comités se formèrent qui délèguèrent ceux de leurs membres qui devaient les représenter à Londres.

Le 21 juin 1899, le Congrès s'ouvrit, mais, ajoutons-le, sans avoir aucun caractère officiel.

Pour dire un mot du coup d'œil général que présentait l'assemblée, nous laisserons la parole à M. de Montcharville : « Certes ce fut une belle assemblée, sénateurs et députés, issus des régimes politiques les plus divers, chapelains et chambellans impériaux ou royaux, diplomates, sociologues de toutes nuances, spécimens infiniment variés de l'aristocratie intellectuelle, depuis l'université jusqu'à la médecine en passant par la littérature, siégeaient côte à côte ».

La Nationale vigilance association avait demandé à chaque pays de lui fournir deux rapports.

L'un devait dire ce qui se fait dans chaque Etat pour le relèvement moral de la femme, l'autre devait mentionner les lois protectrices de la femme spécialement contre la traite des blanches, et proposer un système répressif à la fois de droit interne, et d'entente internationale.

Il est impossible de donner une idée de tous les rapports qui furent lus au Congrès. Contentons-nous de dire qu'ils constatèrent presque tous le vide de la législation.

Quant aux résolutions que devait prendre le Congrès, elles étaient mêlées à certaines questions fort délicates et qu'il fallait au préalable régler.

Le malaise de la femme réside dans l'insuffisance des salaires ; ceux qui ont pour habitude de remonter toujours des effets à la cause, dirent : élevez le salaire et la prostitution disparaîtra.

C'était soulever la question ouvrière, et, sans vouloir nier l'étroit rapport qui relie la prostitution avec la modicité des salaires, il est certain qu'en abordant cette question le Congrès courait à un échec.

C'est ce que comprirent certains membres qui proposèrent, avec raison, d'abandonner cette face du problème.

Le terrain, une fois déblayé de ce côté, une autre question surgissait tout aussi embarrassante : devait-on réglementer la prostitution ?

La traite des blanches ayant pour but d'alimenter les maisons closes, si on supprimait ces maisons, la traite devait du même coup disparaître.

Dès que la question fut portée de ce côté, M. Béranger exposa « que la réglementation n'avait aucune chance d'être supprimée et France et en Belgique, et que le vœu abolitionniste provoquerait le rejet de tous les autres vœux ».

Ces paroles jetèrent un vif émoi dans l'assemblée, et on comprit bien que, pour que le Congrès pût aboutir à des conclusions utiles, il devait se borner et restreindre son examen à certains points seulement.

C'est ainsi que, de prime-abord, le congrès décida qu'il n'émettrait aucun vœu sur la question de la suppression des maisons de tolérance.

Et cependant nous devons faire observer que cette question a été étudiée, discutée au congrès.

Dans la plupart des discours, il y a été fait allusion ; un

médecin de Bruxelles, présent au congrès, s'éleva contre le maintien des maisons de tolérance, au nom des trente années d'expériences que lui avait fournies sa carrière.

Après avoir constaté que ces maisons étaient le premier élément du trafic honteux qui éprouve l'Europe, il affirma qu'elles ne réalisaient aucunement le but qui a motivé leur maintien.

Quoi qu'il en soit le congrès ne voulut pas prendre parti sur la question, mais nous croyons que c'est le désir d'être unanimes dans leurs conclusions, qui a empêché l'immense majorité des congressistes de voter la suppression des maisons de tolérance.

Le congrès a, selon-nous, sagement agi en écartant cette question de son programme.

Le moment ne semble pas encore venu où l'on pourra supprimer les maisons de prostitution.

Mais de plus en plus on en prêche l'abolition, et on pourrait, dès maintenant, suivre le courant de l'opinion, en procédant à des réformes capables d'empêcher l'éclosion de maisons nouvelles.

On devrait surtout interdire la vente des boissons alcooliques dans les maisons de tolérance. Du même coup, on atteindrait ce métier et ce serait un secours efficace pour les malheureuses victimes, dont l'anéantissement de volonté provient bien plus de l'intoxication alcoolique que de la débauche proprement dite.

Sur ce point, le Congrès pouvait émettre un vœu. Nous regrettons qu'il ne l'ait pas fait.

Ces questions épineuses écartées, le Congrès vota immédiatement et par mains levées quelques résolutions.

Résolutions prises au Congrès de Londres.

Avant d'étudier dans le détail les résolutions prises au Congrès de Londres, nous croyons bon d'en donner le texte, dans la rédaction duquel l'œuvre des délégués français, MM. Picot, Béranger et Joly, fut considérable.

Ces résolutions peuvent se diviser en deux groupes :

1^o Résolutions relatives à une organisation permanente ;

2^o Résolutions relatives à la traite des blanches.

I. Résolutions relatives à une organisation permanente.

1. Dans chaque pays il y aura un comité national pour combattre la traite des blanches. Tous les comités nationaux réunis constituent le Congrès.

Les comités existants représentés à ce Congrès sont les comités nationaux de leurs pays : ils peuvent modifier leur constitution s'ils le jugent à propos. Dans les autres pays des comités seront formés et le bureau est chargé de provoquer cette formation.

2. Le Congrès institue un comité international con-

sistant en deux représentants de chaque comité national.

3. Le bureau du Congrès comprendra les deux représentants anglais du comité international et trois autres personnes que désignera la *National Vigilance Association*. Mais chaque comité national peut, s'il le juge à propos, nommer un délégué résidant à Londres pour assister aux réunions du bureau.

4. Chaque réunion du Congrès désignera le lieu et l'époque de la réunion suivante, mais le comité international peut changer ce lieu et cette époque si les circonstances l'indiquent comme désirable.

5. Le comité international se réunira quand il sera convoqué par le bureau ; ou bien l'on pourra s'entendre par correspondance. Une correspondance trimestrielle, donnant des renseignements de temps à autre, sera entretenue par le bureau et les comités nationaux.

Chaque comité national nommera un correspondant.

II. *Résolutions relatives à la traite des blanches.*

Le Congrès émet le vœu :

A. — Qu'un accord s'établisse entre les Gouvernements.

1° Pour punir de peines, autant que possible de même degré, le fait de racoler des femmes ou des filles par violence, fraude, abus d'autorité ou par tout autre moyen de contrainte, pour les livrer à la débauche, et celui de les y maintenir contre leur gré par les mêmes moyens ;

2° Pour que la recherche simultanée du délit, lorsque les circonstances qui le caractérisent se produisent dans des pays différents, ait lieu par un accord concerté dans chacun de ces pays ;

3° Pour que la détermination du lieu où doit avoir lieu le jugement, coupe court à toute éventualité de conflit ;

4° Pour que des traités internationaux interviennent afin de permettre l'extradition des inculpés.

B. — Qu'il soit prescrit, en vue d'établir entre les sociétés philanthropiques et charitables des divers pays un accord intime et constant, pour se signaler réciproquement les départs suspects, et prendre sous leur protection les émigrantes arrivant dans leur pays.

1° Qu'un état exact et complet soit établi par les soins de la commission internationale qui survivra au Congrès, de toutes les sociétés pouvant et voulant dans les divers pays, satisfaire à ce devoir ;

2° Que cet état soit adressé à tous les Gouvernements et à toutes les sociétés.

Telles sont les résolutions prises par le Congrès de Londres.

Elles constituent, bien appliquées, un progrès considérable.

Examinons-les dans le détail.

a). Le Congrès souhaite un accord entre les Gouvernements.

On peut dire que ce dernier vœu est réalisé. Bien que les Gouvernements ne se soient pas fait représenter au Congrès de Londres, suivant ainsi l'exemple de l'Angleterre, qui, par l'organe de Lord Salisbury, avait déclaré inutile sa participation officielle. Le seul fait d'avoir demandé communications des résolutions, et le caractère officieux de certains délégués montre que le Gouvernement ne regardait pas le Congrès d'un œil indifférent.

Le Congrès s'est mis d'accord sur un deuxième point, qui est de punir, autant que possible de peines de même degré, le fait de racoler des femmes ou des filles, par violence, fraude, abus d'autorité, etc.

Le délit étant le même, il serait juste de voir la même sanction appliquée par tous les gouvernements.

Ce qui permet à la traite des blanches d'échapper aux lois, c'est son caractère international.

Si, comme le disait le Congrès, les pays s'entendaient pour la recherche du délinquant ; s'ils se communiquaient des rapports de police et des signalements d'individus suspects, les entremetteurs seraient plus facilement atteints, et l'exercice de leur honteux métier s'en trouverait fort entravé.

Mais ce n'est pas tout que d'arrêter les criminels, il faut encore les juger.

Là, une autre question difficile se présente. Quel est le tribunal compétent.

Le Congrès a exprimé le désir que tout conflit sur ce sujet soit supprimé par un accord entre les pays, déter-

minant le lieu où doit être rendu le jugement, et qu'enfin toute difficulté soit applanie du côté de l'extradition.

De cette façon, les coupables peuvent être saisis et jugés, sans pouvoir se mettre à l'abri de leur nationalité.

Nous aurions aimé à voir le Congrès prendre des dispositions analogues à celles de la loi suisse, qui impose une patente spéciale à ceux qui font des annonces pour l'expatriation des jeunes filles, et qui les contraint, dans leurs engagements avec ces dernières, à des formules de contrat dictées par la loi.

I. — Création de sociétés philanthropiques servant d'auxiliaires à la justice

La justice étant quelquefois incapable de saisir les coupables, il serait créé des sociétés philanthropiques, ayant entre elles un accord intime et constant, qui se signaleraient les départs suspects et protégeraient les émigrants.

Inutile de dire que ces sociétés seraient en rapport avec leur gouvernement, dont elles seraient les auxiliaires dans la répression de la traite.

Voilà le rôle de ces sociétés. Ajoutons que cette entente serait le meilleur moyen de réprimer la traite.

En Suisse, lorsque des individus suspects apparaissent, on signale leur venue aux habitants des cantons.

C'est ainsi qu'on peut lire de temps à autre et dans

tous les journaux du pays, des annonces comme celle-ci, émanées du département fédéral de justice et de police : « Mise en garde : On signale d'Amérique le départ pour l'Europe d'un misérable nommé Mosctke Rafionowsky, sujet israélite russe, habitant Montevideo, qui prend divers noms, et qui, avec une adresse et une habileté infernale, fait un commerce que nous ne pouvons plus clairement désigner ici. »

L'autorité fédérale, craignant à juste titre que cet odieux trafiquant ne cherche également ses victimes en Suisse, rend attentives toutes les autorités de police de la confédération.

Le devoir de la presse est de publier ce fait, car c'est par elle que le public sera mis sur ses gardes.

Attention donc à ces agents louches qui promettent de belles places aux jeunes filles qui veulent bien quitter leur pays !

Autre annonce : « Les parents qui envoient des jeunes filles en place en Autriche sont informés de l'existence dans ce pays, d'une association organisée de pourvoyance de certaines maisons : ce trafic a son centre en Suisse, notamment à Berne et à Genève.

Les jeunes filles sont acheminées viâ Londres-Munich et de là, on les exporte par l'Italie, dans l'Extrême-Orient, ou par Vienne dans les Balkans.

Tous les postes de gendarmerie du canton sont à la disposition du public pour renseignements plus complets.

Département de justice et police du canton de Vaud. »

Avec une entente internationale, la Suisse ne garderait pas pour elle ces précieux renseignements, mais les communiquerait aux autres gouvernements qui prendraient les mesures nécessaires pour sauvegarder leurs nationaux.

Comme nous l'avons déjà dit, la force de la traite réside dans son cosmopolitisme.

Opposons-lui un système de défense international, c'est le plus sûr moyen d'en triompher.

Mais ce n'est pas tout que d'édicter des châtimens sévères et uniformes, il faut encore et avant tout, s'emparer des coupables.

C'est là la grande difficulté.

Les victimes peuvent difficilement faire entendre leurs plaintes, dépayssées qu'elles sont, loin de leur pays, et ignorante la plupart du temps du langage qu'on parle.

Le remède serait que les sociétés de protection de la jeune fille, eussent le droit de poursuivre elles-mêmes les coupables.

Ce droit pour les sociétés de citer directement, a été agité en France, lors de la discussion de la dernière loi sur la protection de l'enfance, mais le législateur n'a pas voulu leur reconnaître ce privilège.

MM. Strauss et Ch. Roussel proposèrent un article additionnel à l'article 6 de cette loi ainsi conçu : « Le droit de poursuivre et de se porter partie civile dans les

termes des articles 63 et 182 du Code d'instruction criminelle, peut être concédé par décret spécial, après avis du tribunal de première instance, aux associations protectrices de l'enfance, reconnues d'utilité publique, en ce qui touche les violences et les attentats commis contre les enfants. »

« Le droit sera exercé, pour chaque association par un de ses membres spécialement désigné par elle, agréé par le garde des sceaux et assermenté. »

Si cette proposition de MM. Strauss et Roussel, relative aux sociétés protectrices de l'enfance, avait été adoptée et étendue aux sociétés protectrices de la jeune fille, elle eut pu avoir sur la répression de la traite des blanches, les effets les plus salutaires.

Cette législation n'aurait pas été dangereuse comme on l'a redouté, car on l'aurait entouré de précautions capables d'empêcher tout abus.

Par exemple, la partie civile aurait eu à consigner les frais de l'instance et même à les payer au cas d'acquiescement ou d'insolvabilité du prévenu.

Il pouvait même y avoir des dommages-intérêts pour la personne imprudemment poursuivie.

Il n'y avait donc rien à craindre du côté des poursuites arbitraires.

Il y a d'ailleurs l'exemple de l'Amérique ou de l'Angleterre où des résultats excessivement importants ont été obtenus grâce à la dévolution d'une partie de la puis-

sance publique à des associations spécialement autorisées.

Si nous consultons les statistiques anglaises, nous y voyons qu'en 1895, 1.400 cas de sévices, de délaissements, d'actes pouvant compromettre la moralité de l'enfance ont été signalés à la société nationale.

Sur ces 14.000 cas, la société ne fit que 2.098 poursuites qui ont abouti à 2.700 condamnations. (Plusieurs personnes ont été condamnés sur la même plainte).

Quant au point de vue juridique, ce n'est pas, comme on l'a prétendu, une révolution qu'on accomplirait.

Il n'y a pas que le parquet qui puisse aujourd'hui citer directement devant la justice l'auteur d'un délit pour en répondre pénalement. Le droit de citation directe peut être exercé à ses risques et périls par la partie lésée ou par ses représentants.

Ce que le premier venu peut faire dans son intérêt particulier, on aurait donc permis à quelques hommes de bien de le faire dans l'intérêt de ceux que personne ne défend.

« Ces hommes de bien, investis de la sorte d'un mandat de représentation générale, à l'égard des enfants maltraités, on eut mis pour les choisir plus de soins qu'on n'en met pour recruter les magistrats eux-mêmes ; au choix par le garde des sceaux serait venu s'ajouter la désignation par les sociétés, et le contrôle des sociétés par l'administration, maîtresse de refuser ou d'abroger le droit d'autorisation.

Et puis, de quoi s'agissait-il, au fond ! D'investir ces hommes du droit de juger ? Mais non. C'est seulement un pouvoir de poursuivre qu'on lui eut confié ; et on le leur eut accordé qu'à leurs risques et périls, et ils ne l'auraient exécuté qu'au profit des sociétés représentées ».

C'est M. Barthélemy qui s'exprime ainsi au sujet des sociétés protectrices de l'enfance, mais cela peut aussi bien s'appliquer à celles qui se donnent pour mission de protéger les jeunes filles.

Le but est identique, et ce qui serait profitable à l'une le serait à l'autre.

Les excellentes raisons, que nous expose M. Barthélemy ne suffirent pas à convaincre le Sénat, et c'est par 226 voix contre 25 que la proposition Strauss, Roussel, fut repoussée.

A quoi attribuer l'échec de cette innovation qui semble offrir tant d'avantages ?

La principale raison vient de l'idée, qu'on se fait en France, de la poursuite.

« *L'homme poursuivi*, pour les voisins, pour le public, à tout de suite une tare (1). Ferez-vous croire à ceux qui n'ont pas le temps de vérifier que cette poursuite, n'était qu'une mauvaise chicane ?

Ne croira-t-on pas plus à la bienveillance du juge, qu'à l'innocence parfaite de l'acquitté ?

En France, quiconque passe en police correctionnelle

1. Barthélemy : « Extrait de la Revue pédagogique », 15 avril 1898.

a été jugé coupable par le ministère public et par le magistrat chargé de l'instruction.

Ils sont là, tous deux comme un premier degré de juridiction dont le soin est d'écarter bien vite les gens non suspects que le hasard conduit devant eux, et la poursuite implique ainsi, non qu'on est coupable, mais qu'on est suspect ».

Un préjugé se présentait donc ici, tenace, indestructible et empêchant toute réforme.

On objecte que la réforme proposée par MM. Strauss et Roussel a été adoptée en Angleterre et qu'elle a donné d'excellents résultats.

Sans doute, mais dans ce pays, le droit de poursuites accordé aux sociétés charitables n'est que l'application d'une règle commune.

« De l'autre côté de l'eau on dit couramment qu'il n'y a pas de ministère public parce que, tout citoyen qui constate un délit peut se faire, à ses risques et périls, l'accusateur du délinquant ».

Il ne faut donc pas s'étonner que la réforme proposée ait pu réussir en Angleterre, puisque le préjugé qui, en France, empêchait sa réussite n'existe pas là-bas.

Cette attribution aux sociétés charitables du droit de citation directe, se heurtait encore à d'autres obstacles.

Personne n'a de doutes sur les intentions charitables des œuvres de bienfaisance, mais tout le monde n'apporte pas la même confiance dans leur impartialité, dans leur neutralité sur le terrain politique et religieux.

Chaque parti en France abrite sous son drapeau des œuvres à lui, et on rencontre des institutions des plus charitables qui ne songent pas à nier qu'elles aient une tendance, une nuance, comme on dit.

Et voilà qu'ainsi, le plus grand nombre des sociétés se dérobent à l'investiture des fonctions publiques.

L'exercice de telles fonctions exige en effet, ou suppose tout au moins, une indépendance qui ne se rencontre pas toujours dans les comités directeurs des œuvres philanthropiques.

Il faudrait donc qu'on fit son choix, non parmi les œuvres les plus actives, les plus dévouées et les plus désintéressées, mais parmi celles qui pourraient donner le plus de gages de neutralité.

Et d'ailleurs, en France, où les susceptibilités s'éveillent et s'irritent facilement et souvent hors de propos, chaque parti accusera volontiers ses adversaires politiques ou religieux investis du droit de poursuite, d'en user moins dans le but de protéger les opprimés, trop faibles pour se défendre eux-mêmes, que pour satisfaire des haines et des rancunes personnelles.

« Il ne me plaît pas par exemple, dit M. Barthélemy, que les sociétés cléricales dont je respecte les intentions, mais dont je n'accepte pas les opinions, se livrent à des investigations sur ma vie privée, examinent comment je me conduis à l'égard de mes enfants, surveillent la façon dont je les élève et dont je les corrige, puissent m'adresser des remontrances qui, peut-être seront parfaitement

sincères, mais peut-être aussi injustement passionnées. Alors je ne puis trouver mauvais que mes concitoyens dont les opinions diffèrent des miennes, se défient à leur tour, non de ma loyauté qui n'est pas en cause, mais de mon impartialité, de ma sagacité de ma tolérance, comme je me défie de la leur.

« Certes tout cela est mesquin, tout cela est petit pour une si grande cause, mais tout cela est humain, tout cela est sans réplique, et les petits arguments sont aussi les plus tenaces » (1).

Ce n'est pas tout : on a craint encore qu'à l'ombre de ces institutions qui existent actuellement il ne se fonde des sociétés d'un autre genre, qui prendront en main cette arme redoutable et pourront ainsi peser dans la vie des citoyens d'un poids trop lourd et souvent maladroit.

Joignons à cela l'appréhension des investigations indiscrètes, les procédés inquisitoriaux dans la vie intérieure des familles et l'abus des dénonciations anonymes. Et puis, les sociétés privées sauront-elles se défendre des supercheries de ceux qui se serviront de leur concours, parfois naïf, pour exercer de vilaines vengeances à l'égard d'un ennemi ou d'un voisin gênant ? »

Voilà les raisons qui firent que la proposition de MM. Strauss et Roussel, reçut un mauvais accueil au Sénat, ne nous en étonnons pas.

Dans l'état actuel des esprits, le droit de citation directe

1. Barthélemy : « Extrait de la Revue pédagogique », p. 10 et 11.

donné aux sociétés, apparaîtrait certainement comme un abus, comme un pas en arrière, un retour à l'inquisition.

Mais si on refuse aux sociétés charitables le droit de poursuivre, elles ont en revanche celui de dénoncer.

Il faut les encourager à en user largement.

« Voilà votre tâche, disait au Sénat M. de Chamillard, à vous, membres de ces associations qui sont reconnues par le législateur ; agissez au point de vue de la surveillance, contrôlez les actes qui se passent, informez-vous des crimes et des délits qui sont commis, signalez-les à l'autorité publique »,

Il faut pour que ces œuvres puissent agir avec plus d'efficacité, que leur existence et leurs moyens d'actions soient pleinement portés à la connaissance du public, qui les ignore trop, il faut enfin et surtout, que l'on soit sûr de la discrétion de ces sociétés.

On hésite souvent à se faire dénonciateur, on craint la malveillance, les vengeances du dénoncé ; si on était sûr du silence des sociétés. on irait leur confier à elles, ce que l'on ose dire au procureur.

Nous avons vu, que seules les sociétés bien organisées étaient capables de lutter efficacement contre la traite des blanches ; mais ici comme partout il faut de l'argent ; où les sociétés trouveront-elles les fonds qui leur sont nécessaires ?

Celles qui existent déjà vivent des subventions de leurs membres. Nous pensons qu'il serait juste que l'état leur

vint en aide. Il donne des subsides aux sociétés d'agriculture, de courses etc ; ne pourrait-il en donner également à ces sociétés qui poursuivent un but plus élevé ?

Sans doute, le budget est déjà lourd et si difficile à établir qu'on hésite à le grever de dépenses nouvelles, mais il est bien des dépenses d'une moindre utilité que celle que nous réclamons pour les sociétés de protection de la jeune fille.

D'ailleurs, le moyen de remplir leur caisse serait, je crois, de les faire connaître. Alors il ne manquerait pas, en France surtout, d'âmes charitables toutes disposées à mettre leur bourse au service d'une aussi noble cause.

Nous venons de voir les moyens préventifs et répressifs capables d'entraver la traite des blanches.

Voyons maintenant quels sont les moyens offerts à la victime, qui la réhabilitent et la relèvent de sa chute.

Il faut ici encore faire intervenir les sociétés.

Quand elles auront découvert une victime de la traite, leur premier devoir sera de la rapatrier.

Puis, suivant les circonstances, on la renverra dans sa famille, ou dans un des asiles de relèvement qui existent en France.

Si la victime ne veut pas rentrer dans un asile, les sociétés devront lui chercher du travail dans une maison de confiance, où il lui sera facile de rentrer dans le droit chemin.

Les relations entre les sociétés et groupes d'une même société faciliteront cette tâche. Voilà l'objet de ces sociétés.

Préserver la jeune fille des dangers qui l'entourent, rechercher et punir les coupables auteurs de sa chute et réhabiliter la victime, c'est vers ce triple but que tendent tous leurs efforts.

Malheureusement, livrées à leurs seules forces et à leurs modiques ressources, les résultats qu'elles obtiennent n'ont peut-être pas toute l'efficacité désirable ; il suffirait pour que leur œuvre prit des proportions plus satisfaisantes que l'Etat vint leur prêter un concours plus actif.

CONCLUSION

Nous sommes arrivés au terme de notre étude sur la traite des blanches.

Plus le crime est odieux, plus la répression devrait être vigoureuse ; malheureusement, il n'en est pas ainsi dans le cas qui nous occupe, et le proxénète qui commet un crime odieux échappe, malgré cela, presque toujours à l'action de la justice.

Sur cette question, où nul intérêt gouvernemental n'est en jeu, il serait beau de voir s'établir le souverain accord des peuples.

Chaque fois qu'un problème d'humanité a été soulevé, une parfaite entente a régné entre les nations.

La convention de Genève a été votée presque sans difficulté.

L'année dernière, le congrès de Bruxelles, d'un accord unanime, l'a étendue à la guerre maritime.

Le sort de la jeune fille est aussi essentiellement intéressant, j'allais dire émouvant.

Londres a pris vaillamment la tête du mouvement de charité et de protection qui s'établit en sa faveur ; nous ne saurions trop encourager maintenant notre législateur à poursuivre activement l'œuvre si vaillamment entreprise en Angleterre.

VU :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu par le Doyen,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Les faits	3
§ 1. — Le délinquant	3
§ 2. — Les victimes	5
§ 3. — Comment se pratique la traite des blanches.	6
A. Petite traite.	6
B. Traite internationale	8
C. Importation et exportation	10

PREMIÈRE PARTIE

Moyens actuels de remédier à la traite des blanches.

CHAPITRE I. — Ancien droit	15
CHAPITRE II. — Droit international	18
CHAPITRE III. — Code pénal	20
<i>Section I.</i> — Jurisprudence.	20
§ 1. — Exposé	20
CHAPITRE IV. — Appréciation de la jurisprudence.	25
. Législation postérieure au Code pénal	31

<i>Section I.</i> — Loi du 27 mars 1885	31
§ 1. — Projet de loi Fallières	35
§ 2. — — — — — Béranger	39
CHAPITRE V. — Droit comparé. — 2 groupes d'Etat . . .	46

DEUXIÈME PARTIE

Œuvres charitables publiques et privées

<i>Section I.</i> — Action des sociétés, de la charité publique et privée	59
§ 1. — Œuvres diverses de protection de la jeune fille	61
§ 2. — Œuvres destinées à lutter directement contre la traite des blanches	67
A. Union internationale des amis de la jeune fille	68
B. Œuvre catholique internationale de protection de la jeune fille	69
C. National vigilance association et Congrès de Londres . . .	78
<i>a.</i> Origine du Congrès.	78
<i>b.</i> Résolutions votées par lui	85
CONCLUSION	99

